

FEMMES ET NUMÉRIQUE  
**ELLES  
TRANSFORMENT  
LE CONTINENT !**

WOMEN IN DIGITAL  
**THEY'RE TRANSFORMING  
THE CONTINENT!**



# LES MARGARET & LES MARGARET *Junior*

JOINJFD.COM

@JOINJFD   
#JFD #lesMargaret



Avec l'aimable soutien de la Maison Champagne Ruinart



**Dossier réalisé par:**  
Africa News Agency

**Sous la direction de:**  
Dounia Ben Mohamed

**Avec la collaboration de:**  
Amina Ben Messaoud;  
l'équipe de la JFD

**Secrétaire de rédaction:**  
Talel de Sinta

**Maquette:**  
Kamel Mzoughi

**Illustrations:**  
ANA; JFD

**Couverture:**  
Crédit photo  
Banque Mondiale

ANA Com  
Star Times Building  
Kimihurura  
Kigali- Rwanda  
Numéro d'enregistrement  
111168987

**Report produced by:**  
Africa News Agency

**Under the direction of:**  
Dounia Ben Mohamed

**with the collaboration of:**  
Amina Ben Messaoud;  
JFD team

**Editorial secretary:**  
Talel de Sinta

**Mockup:**  
Kamel Mzoughi

**Illustrations:**  
ANA; JFD

**Cover:**  
Photo credit World Bank

ANA Com  
Star Times Building  
Kimihurura  
Kigali- Rwanda  
Numéro d'enregistrement  
111168987

## SOMMAIRE

### Analyse

**L'Afrique, championne mondiale de l'entrepreneuriat féminin**  
Par Dounia Ben Mohamed..... p4

### Chronique

**Choisir de contester !**  
Par Sheilah Birgen ..... p12

### Interview

Delphine Remy-Boutang, CEO the Bureau & JFD  
**"2021 sera l'année des femmes et de l'Afrique !"** ..... p16

### Interview

Camélia Ntoutoume Leclercq ambassadrice du JFD Club Libreville  
**"Nous avons l'ambition de démystifier les filières technologiques"** ..... p22

### Event

**JFD 2021 Les nominées** ..... p26

### Focus

**Accès au financement: l'ultime combat pour les femmes** ..... p34

### Interview

Paula Ingabire, ministre rwandaise des technologies de l'information et des communications et de l'innovation  
**"Les femmes sont un pilier essentiel de la société et contribuent de manière significative aux économies"** ..... p38

### Interview

Boutheina Guermazi, directrice pour le Développement numérique à la Banque mondiale  
**"Les femmes et les hommes doivent avoir les mêmes opportunités d'accès au numérique"** ..... p46

### Interview

Elizabeth Tchoungui Directrice exécutive, RSE, Diversité et Solidarité du Groupe Orange, Présidente déléguée de la Fondation Orange  
**"La mixité est un levier très fort d'innovation sociale et technologique"** ..... p50

### Portrait

Christelle Kwizera CEO de Water Access Rwanda  
**L'eau source d'emploi pour les jeunes** ..... p56

### Good Practice

Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (AFAWA) :  
**1,3 à 2 milliards de dollars de prêts aux femmes entrepreneures** ..... p60

## SUMMARY

### Analysis

**Africa, world champion of women's entrepreneurship**  
by Dounia Ben Mohamed ..... p8

### Chronique

**Chronique: Choose To Challenge !**  
By Sheilah Birgen ..... p14

### Interview

Delphine Remy-Boutang, CEO the Bureau & JFD  
**"2021 will be the year of women and Africa!"** ..... p19

### Interview

Camélia Ntoutoume Leclercq ambassador of the JFD Club Libreville  
**"We have the ambition to demystify the technological sectors"** ..... p24

### Event

**JFD 2021 the nominées** ..... p29

### Focus

**Access to funding: the ultimate struggle for women** ..... p36

### Interview

Paula Ingabire, Minister of Information and Communications Technology and Innovation, Rwanda  
**"Women are a critical pillar of society and key contributors to economies"** ..... p42

### Interview

Boutheina Guermazi, the World Bank's Director of Digital Development (DD)  
**"Women and men must have the same opportunities to access digital technology"** ..... p48

### Interview

Interview Elizabeth Tchoungui Executive Director, CSR, Diversity and Philanthropy of the Orange Group, Deputy Chair for the Orange Foundation  
**"Gender diversity is a very strong lever for social and technological innovation"** ..... p53

### Portrait

Christelle Kwizera CEO of Water Access Rwanda  
**Water drives job creation for youth** ..... p58

### Good Practice

Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) :  
**\$1.3 - \$2 billion in loans to women entrepreneurs** ..... p62



L'Afrique compte 58% de femmes entrepreneurs, ce qui en fait le champion mondial de l'entreprenariat féminin  
Credit photo Banque Mondiale-DR

# L'AFRIQUE, CHAMPIONNE MONDIALE DE L'ENTREPRENARIAT FÉMININ



Analyse, par  
Dounia Ben Mohamed

**P**LUS de la moitié des entrepreneurs en Afrique sont des femmes, faisant ainsi du continent le champion mondial de l'entrepreneuriat féminin. Et pourtant, majoritairement reléguées au secteur de l'informel, les femmes sont, encore, largement exclues des appels d'offres, de l'accès au financement, de l'économie réelle. Mais la révolution numérique, dans laquelle les femmes sont en première ligne, est en passe de changer la donne... ➔

Le calcul est simple : si plus de la moitié des entrepreneurs en Afrique sont des femmes, accompagner l'entreprenariat féminin c'est soutenir le secteur privé, donc gagner des points de croissance, créer plus d'emplois, et finalement contribuer au développement du continent. La réduction des inégalités de genre est ainsi un enjeu prioritaire dans l'objectif d'éradiquer la pauvreté et réaliser les Objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Selon l'OIT, réduire les inégalités de genre permettrait d'augmenter le PIB du continent de plus de 4% d'ici 2025. Sauf que la réalité est toute autre.

**« Les femmes réinvestissent jusqu'à 90% de leurs revenus dans l'éducation, la santé et l'alimentation de leur famille, contre 40% pour les hommes »**

L'Afrique compte 58% de femmes entrepreneurs, ce qui en fait au passage le champion mondial de l'entreprenariat féminin. Et les chiffres sont bien en dessous de la réalité, la majorité des femmes opérant dans le secteur de l'informel. Des vendeuses de fruits et légumes dans les marchés aux couturières, en passant par les cuisinières, autant de business women qui satisfont les besoins quotidiens de nos sociétés, mais non qualifiées d'« entrepreneures ».

Il faut savoir qu'en Afrique on ne devient pas entrepreneure par vocation mais par nécessité. Pour nourrir leurs familles, les femmes, depuis toujours, travaillent dans les champs, les marchés, à la périphérie de l'économie réelle... mais sans bénéficier des avantages de celle-ci. Elles participent, plus que les hommes, au développement de leur communauté. Selon les études, les femmes réinvestissent jusqu'à 90% de leurs revenus dans l'éducation, la santé et l'alimentation de leur famille et de leur communauté, contre 40% seulement pour les hommes. Autrement



**Les femmes sont propriétaires de 48% des entreprises en Afrique, mais elles ne représentent que 20% de la population bancarisée**

dit, investir dans les entreprises détenues ou gérées par des femmes peut transformer les sociétés.

Sauf que si certains États africains multiplient les mesures pour améliorer le climat des affaires, celles-ci ne profitent pas encore aux femmes. Dans de nombreux pays, les cadres légaux et réglementaires freinent la pleine participation des femmes dans la croissance du secteur privé.

Par ailleurs, les institutions financières manquent de capacités pour comprendre les femmes entrepreneures et répondre à leurs besoins de façon adéquate. Quant aux femmes entrepreneures, beaucoup d'entre elles n'ont pas de capacités en finance et gestion d'entreprise pour répondre aux exigences des institutions financières. Un exemple, selon la Banque africaine de développement (BAD), les femmes sont propriétaires de 48% des entreprises en Afrique, mais elles ne représentent que 20% de la population bancarisée. Or, exclues du système bancaire traditionnel, il est diffi-

cile pour elles de bénéficier des mécanismes de financement qu'il propose. Résultat, un déficit de financement estimé à 42 milliards de dollars sur les chaînes de valeur – dont 15,6 milliards de dollars dans le seul secteur de l'agriculture. Autre conséquence, les femmes entrepreneures réalisent des bénéfices inférieurs de 34%, en moyenne, à ceux des hommes... Ceci étant, avec les nouvelles technologies de l'information qui transforment le continent, de nouvelles opportunités s'offrent aux femmes qui se tournent davantage vers le digital. La crise de Covid-19 l'a révélé au grand jour : les femmes se sont mobilisées pour développer des solutions, locales, aux défis que la pandémie pose à leur communauté. E-santé, l'e-learning, l'agri-tech ou encore le-commerce, elles opèrent sur tous les fronts, devenant ainsi des acteurs majeurs de l'écosystème tech panafricain.

**« Pour tirer parti de ces opportunités, les femmes ont besoin des compétences appropriées et d'un cadre politique favorable... »**

« Le commerce électronique crée de nouvelles opportunités pour les femmes dans les pays en développement. Il pourrait accélérer la réduction de la pauvreté et leur inclusion dans des activités économiques productives, a déclaré Shamika N. Sirimanne, directrice de la technologie et de la logistique à la CNUCED. Toutefois, pour tirer parti de ces opportunités, les femmes ont besoin des compétences appropriées et d'un cadre politique favorable... »

Un processus en marche. Les programmes destinés à encourager l'entreprenariat féminin numérique se multiplient. Par exemple, au Togo, une formation destinée aux dirigeantes de petites entreprises sur « la prise d'initiative, les comportements proactifs et la persévérance » a donné des résul-



**19% des femmes n'ont toujours pas accès à internet sur le continent** - Credit photo UN.org-DR

tats impressionnants : les apprenantes ont vu leur bénéfice augmenter en moyenne de 40% suite à cette formation. Des actions simples et peu coûteuses qui favorisent l'entrepreneuriat des femmes.

### **Promouvoir des rôles-modèles**

Reste des préalables, fondamentaux, à régler. 19% des femmes n'ont toujours pas accès à internet. De même, si le taux de scolarisation des filles a fortement progressé sur le continent ses dernières années, des inégalités demeurent dans certains pays. Et la pandémie de Covid-19, qui a entraîné la fermeture des écoles, a augmenté le nombre de violences envers les filles, ainsi que le nombre de grossesses précoces. Pour celles qui parviennent à poursuivre leurs études, elles sont très peu à embrasser les filières scientifiques et technologiques en raison de certains freins culturels. D'où l'importance de promouvoir des rôles-modèles.

C'est l'approche de la Journée de la Femme Digitale (JFD). Créée en 2013 par Delphine Remy-Boutang, CEO de the Bureau, la JFD met à l'honneur et connecte les femmes qui s'emploient à révolutionner le monde grâce au digital. Cet événement annuel, qui se déroule en Europe et en Afrique, a pour ambition d'inspirer et d'encourager les femmes à se révéler et à innover. En rappelant, à travers un prix notamment, les Margaret, que les premières codeuses, les premières développeuses et chercheuses qui ont marqué l'histoire du numérique sont des femmes : Ada Lovelace au XIXe siècle, puis Grace Hopper et Karen Spärck Jones au XXe siècle, Shafi Goldwasser et Margaret Hamilton, considérée comme la mère du coding.

**« Les femmes, avec leur capacité d'innovation et d'adaptation, ont cette aptitude à jouer le rôle de transformateur »**

« Les femmes, avec leur capacité d'innovation et d'adaptation, ont cette

aptitude à jouer le rôle de transformateur », affirme Louise Mushikiwabo, secrétaire générale de la Francophonie et marraine de la prochaine édition. Regrettant au passage que « des inégalités de genre subsistent, malgré les opportunités croissantes qu'offre le secteur du numérique, empêchant les femmes de profiter pleinement de ses possibilités et de contribuer à son essor ».

La donne va changer. Elle change déjà, portée par une nouvelle génération de jeunes femmes entrepreneures, innovantes, engagées dans la recherche de solutions locales aux problématiques que rencontre l'Afrique. Rappelant que les femmes africaines sont « les colonnes vertébrales et de l'économie africaine et des leviers d'accélération formidables pour la croissance inclusive du continent, Vanessa Mounzar, directrice du département genre, femmes et société civile à la Banque africaine de développement et lauréate du prix Margaret 2020, assure : il faut faire confiance aux femmes pour se relever de la Covid-19 ».



**Africa has 58% of women entrepreneurs, making it the world champion of women's entrepreneurship**

Photo credit World Bank-RR

# AFRICA, WORLD CHAMPION OF WOMEN'S ENTREPRENEURSHIP



Analysis, by  
Dounia Ben Mohamed

**M**ORE than half of the entrepreneurs in Africa are women, making the continent the world champion of women's entrepreneurship.

However, women, who are mostly relegated to working in the informal sector, are still largely excluded from tenders, access to financing and the real economy. But the digital revolution, in which women are on the front line, is about to change this situation... ➔

◀ The maths are simple: if more than half of the entrepreneurs in Africa are women, supporting women's entrepreneurship means supporting the private sector, therefore gaining growth points, creating more jobs, and ultimately contributing to the development of the continent. The reduction of gender inequalities is thus a priority issue with the aim of eradicating poverty and achieving the Sustainable Development Goals (SDGs) by 2030. According to the ILO, reducing gender inequalities would bring the continent's GDP up by more than 4% by 2025. However, the reality is quite different.

**« Women reinvest up to 90% of their income in education, health and food for their families, compared to 40% for men. »**

Africa has 58% of women entrepreneurs, making it the world champion of women's entrepreneurship. The figures are well below reality, with the majority of women operating in the informal sector. From fruit and vegetable vendors in markets to seamstresses and cooks, they are so many business women who meet the daily needs of our societies, but who are not qualified as "entrepreneurs". It is important to know that in Africa, one does not become an entrepreneur by vocation but by necessity. In order to feed their families, women have always worked in the fields, in the markets, on the periphery of the real economy... but without availing of the advantages of the real economy. They participate, more than men, in the development of their community. According to studies, women reinvest up to 90% of their income in the education, health and feeding of their families and communities, compared to only



**Women are owners of 48% of businesses in Africa, but they represent only 20% of banked population**

40% for men. In other words, investing in businesses owned or managed by women can transform societies.

**« Women are owners of 48% of businesses in Africa, but they represent only 20% of banked population »**

While some African states are increasing measures to improve the business climate, these measures are not yet benefiting women. In many countries, legal and regulatory frameworks impede women's full participation in private sector growth. Moreover, financial institutions lack the capacity to understand women entrepreneurs and respond adequately to their needs. For example, according to the African Development Bank (AfDB), women own 48% of businesses in Africa, but account for only 20% of the banked population. However, being excluded from the traditional banking system, it is difficult for them to benefit

from the financing mechanisms it offers. The result is a financing gap estimated at \$42 billion in value chains - including \$15.6 billion in the agricultural sector alone. Another result is that women entrepreneurs make profits that are 34% lower, on average, than those of men... However, with the new information technologies transforming the continent, new opportunities are opening up for women who are more turning digital. The COVID-19 crisis has brought this to light: women have mobilized to develop local solutions to the challenges the pandemic poses to their communities. Whether in e-health, e-learning, agri-tech or e-commerce, they operate on all fronts, becoming major players in the pan-African technology ecosystem.

**«To take advantage of these opportunities, women need appropriate skills and an enabling policy environment...»**

"E-commerce is creating new opportunities for women in developing countries. It could accelerate poverty reduction and their inclusion in productive economic activities," said UNCTAD's director of technology and logistics, Shamika N. Sirimanne.

**«However, to reap these opportunities, women require appropriate skills and a supportive policy framework...».**

A process is in motion. Programs to encourage digital female entrepreneurship are multiplying. For example, in Togo, a training program for women small business leaders on "initiative taking, proactive behaviors and perseverance" has produced



**19% of women still do not have access to the internet in Africa** - Credit photo UN.org-RR

impressive results: female learners have seen their profits increase by an average of 40% as a result of this training. These are simple and inexpensive actions that promote women's entrepreneurship.

### Promoting role models

There are still fundamental prerequisites to be addressed. 19% of women still do not have access to the internet. Similarly, while the school enrollment rate for girls has increased significantly on the continent in recent years, inequalities persist in some countries. Additionally, the COVID-19 pandemic, which led to school closures, has increased the number of violence against girls, as well as the number of early pregnancies. For those who do manage to continue their studies, very few of them embrace science and technology because of certain cultural barriers. That is why it is important to promote role models.

This is the approach of the Digital Women's Day (JFD). Created in 2013 by Delphine Remy-Boutang, CEO of the Bureau, the JFD has been honoring and connecting women who are working to revolutionize the world through digital technology. This annual event held in Europe and Africa aims to inspire and encourage women to reveal themselves and innovate. By recalling, notably through an Award, the Margaret, that the first coders, the first computer programmers and researchers who have marked the history of digital technology are women: Ada Lovelace in the 19th century, then Grace Hopper and Karen Spärck Jones in the 20th century, Shafi Goldwasser and Margaret Hamilton, who became known as "Rope Mother."

**«Women, with their capacity for innovation and adaptation, have this ability to play a transformative role.»**

«Women, with their capacity for innovation and adaptation, have this ability to play a transformative role," says Louise Mushikiwabo, Secretary General of La Francophonie and sponsor of the next edition. She regretted that "gender inequalities persist, despite the growing opportunities offered by the digital sector, preventing women from taking full advantage of its opportunities and contributing to its development. This will change. It is already changing, driven by a new generation of young women entrepreneurs, innovative, committed to finding local solutions to the problems facing Africa. While recalling that African women are "the backbone of the African economy and formidable levers of acceleration for the inclusive growth of the continent, Vanessa Mounzar, Director of Gender, Women and Civil Society at the African Development Bank and winner of the Margaret Prize 2020, states: "We must trust women to recover from the COVID-19".

# CHRONIQUE: CHOISIR DE CONTESTER !



Par Sheilah Birgen

Figure de proue de la scène technologique féminine panafricaine, la Kenyane Sheilah BIRGEN œuvre depuis plus de dix ans à soutenir les jeunes entrepreneurs sur tout le continent. Spécialiste de l'innovation et de la stratégie, elle offre exclusivement des solutions pour améliorer l'environnement des femmes dans le domaine des technologies.

**L**A Journée internationale de la femme est célébrée le 8 mars de chaque année. Cette année, le thème de la campagne pour la Journée internationale de la femme 2021 est «Choisir de contester». Un monde confronté à des défis est un monde en alerte. Ce thème est tout à fait en accord avec le secteur des technologies et pour les femmes africaines dans l'espace digital, car il encourage les femmes à s'approprier davantage les rôles de gestion en veillant à ce que le continent se développe dans les limites de l'écosystème technologique numérique à l'échelle mondiale. Depuis très longtemps, les femmes africaines dans l'espace et la technologie numériques ont dû relever plusieurs défis, à commencer par le syndrome de l'imposteur dans une industrie à prédominance masculine. Les femmes dans l'espace digital manquent également de ressources, de formation professionnelle adéquate, de capital social, de financement et de possibilités d'évolution de carrière. Je crois que choisir de contester signifie être délibérément en train de se développer, de sensibiliser les personnes qui vous entourent, de faire campagne pour l'inclusion de ceux qui utiliseront vos produits ou services et de créer des communautés. Il est important de noter que ce que nous faisons en tant que femmes entrepreneurs a un impact sur la communauté, c'est pourquoi nous devons délibérément remettre en question toute norme qui «remettra en question» ces défauts.

L'inclusion et la diversité sont essentielles dans le développement des produits, le parcours client, la dynamique d'équipe, la convivialité des produits et l'impact sur l'entrepreneuriat dans l'espace digital en Afrique et dans le monde. Les femmes entrepreneurs m'inspirent parce qu'elles sont assez particulières lorsqu'il s'agit de comprendre les besoins des utilisateurs et sont plus précises quant à l'effet créé par leurs produits ou services sur leurs utilisateurs.

L'accès au capital a été un défi majeur pour les entrepreneurs du continent. Il est encore plus difficile pour les femmes historiquement et certainement aussi maintenant. L'accès au capital des banques et autres institutions financières traditionnelles a été un défi pour les femmes en Afrique. La plupart des institutions ont exigé des femmes qu'elles fournissent des garanties et des documents garantissant l'accès à la propriété foncière dans un continent où, pendant très longtemps, les femmes n'ont pas été autorisées à posséder des terres ou des biens.

Ces processus systématiques empêchent souvent les femmes d'accéder aux financements. L'accès au financement par fonds propres ou par emprunt est toujours un défi pour les femmes du continent, avec un déficit de financement estimé à 42 milliards de dollars pour les femmes africaines à travers les chaînes de valeur des entreprises, selon un rapport de la Banque africaine de développement. En 2019, moins de 5% du financement par capital-risque dans le monde a été destiné à des startups dirigées par des femmes.

L'écart de financement entre les hommes et les femmes ne se réduit pas, malgré les faits prouvant que 'investissement dans des équipes mixtes permet d'obtenir de meilleurs résultats commerciaux, ce qui est particulièrement vrai dans le secteur des technologies et du digital. En particulier, les start-ups dirigées par des femmes, celles qui comptent au moins une femme parmi leurs fondateurs, reçoivent un pourcentage disproportionnellement faible du financement du capital-risque mondial. Selon un rapport de Village Capital, seuls 11 % des capitaux d'amorçage sur les marchés émergents sont allés à des entreprises dont l'équipe fondatrice était composée d'une femme, ainsi que 5 % seulement de l'ensemble du financement des étapes ultérieures. Les investisseurs sont des leviers essentiels de la croissance des entreprises et doivent donc évaluer leurs modèles de financement afin d'être plus intentionnels et inclusifs dans le financement des femmes africaines. Nous avons plusieurs fonds de capital-risque africains en 2020 qui reconnaissent ce fait et se concentrent sur les jeunes entreprises fondées par des femmes. Nous espérons voir davantage de chèques destinés au financement de ces fondatrices. Choisir de contester!

Alors que les fonds et les programmes d'accélération existants attirent davantage de femmes, j'espère également de voire d'autres opportunités s'ouvrir aux femmes dans les affaires et dans leur carrière. Le financement n'est pas la seule ressource qui manque aux femmes. Je plaide aussi fortement en faveur de la formation, du mentorat et de l'encadrement des jeunes filles et des femmes. Malheureusement, notre système d'éducation laisse de côté beaucoup de connaissances importantes basées sur les compétences dont vous avez besoin en tant qu'entrepreneur et gestionnaire. Vous aurez besoin d'une compréhension de base de ces compétences : l'éducation financière (actions, investissements, fiscalité, budgétisation, comptabilité, collecte de fonds, gestion de la dette et du crédit), la communication dans l'entreprise, y compris la gestion de crise, les négociations, la communication interpersonnelle, la conclusion de contrats, la fixation d'objectifs, etc. Vous avez besoin de ces éléments dans les affaires et les activités sociales quotidiennes de nos jours. Donc, tout en fournissant des fonds, ouvrons également des opportunités aux femmes et aux filles, en particulier dans les zones rurales et les établissements informels, qui ne peuvent probablement pas avoir accès à ces ressources et institutions. Choisissons de nous contester et de contester les communautés que nous servons.

# CHRONIQUE: CHOOSE TO CHALLENGE !



By Sheilah Birgen

A figure of the Pan-African women's tech scene, Kenyan Sheilah BIRGEN has been working for more than ten years to support young entrepreneurs across the continent. Specialist in innovation and strategy, she delivers exclusively solutions to improve the environment of women in Tech

**O**N March 8th each year we celebrate International's women's day. This year, the campaign theme for International Women's Day 2021 is 'Choose To Challenge'. A challenged world is an alert world. This theme is quite befitting for the technology industry and for African women in the digital space as it encourages women to take up more ownership in management roles in ensuring that the continent grows in hips and bounds in the digital Technology ecosystem globally. For the longest time, African women in the digital space and technology have gone through several challenges starting with the impostor syndrome in a predominantly male industry. Women in the digital space also lack resources, adequate skills training, lack social capital, funding and career growth opportunities. I believe to choose to challenge means being deliberate about growing yourself, creating awareness of those around you, campaigning for inclusivity for those who will use your product(s) or services and building communities. It is important to note that what we as women entrepreneurs do impact the community hence we need to be deliberate about challenging any norms that won't challenge these shortcomings.

Inclusivity and diversity are essential in product development, customer journey, team dynamics, product usability and impact in entrepreneurship in the digital space in Africa and around the globe. Female entrepreneurs inspire me because they are quite particular in understanding the needs of the users and are more deliberate about the impact that their products or services create on their users.

Access to capital has been a major challenge for entrepreneurs in the continent. This is even harder for women historically and certainly now too. Access to capital from banks and other traditional financial institutions has been a challenge for women in Africa. Most institutions have required women to provide collateral and guarantee documents of ownership in a continent where for the longest time women were not allowed to own land or property. These systematic processes often lock out women in accessing finances. Access to equity or investor debt funding is still a challenge for women in the continent, with an estimated \$42 bil-

lion financing gap for African women across business value chains according to a report by The African Development Bank. In 2019, less than 5% of venture capital funding globally went to female-led startups.

The gender financing gap is not closing despite evidence that investing in gender-diverse teams leads to stronger business outcomes which are especially true in the Technology and digital industry. Notably, female-led start-ups, those with at least one female founder, receive a disproportionately small percentage of funding of global venture capital. According to a report by Village Capital, only 11% of seed-funding capital in emerging markets went to companies with a woman on their founding team, as well as only 5% of all later-stage funding. Investors are crucial in catalyzing business growth hence they need to evaluate their funding models so as to be more intentional and inclusive around funding African Women. We have several African venture funds in 2020 recognizing this and are turning their focus to female-founded startups. We are hoping we will see more cheques going into funding these founders. Choose to Challenge!

As existing funds and accelerator programs are bringing more women into their fold, I also hope that we will also open up other opportunities for women in business and their careers. Funding is not the only resource that women lack. I also strongly advocate for training, mentoring and coaching too for girls and women. Unfortunately, our education system leaves out a lot of important skill-based knowledge that you require as an entrepreneur and manager. You will need a basic understanding of these: financial literacy (stocks, investments, taxation, budgeting, accounts, fundraising, debt and credit management) communication in the business including crisis management, negotiations, interpersonal communication, contracting, goal setting etc. You need those things in business and day to day social activities these days. So, even as we provide funding, let's also open opportunities for women and girls especially in rural areas and informal settlements who might not be able to have access to these resources and institutions too. Let's choose to challenge ourselves and the communities we serve.

Delphine Remy-Boutang, CEO the Bureau & JFD

# “2021 SERA L’ANNÉE DES FEMMES ET DE L’AFRIQUE !”

**D**EPUIS neuf ans, la Journée de la femme digitale, JFD, qui n'est plus qu'un simple RDV annuel mais une plateforme de promotion de l'entreprenariat numérique au féminin, met à l'honneur et connecte les femmes qui s'emploient à révolutionner le monde grâce au digital, à la fois en Europe et en Afrique. Cette année, la JFD élargit la cible avec le Prix les Margaret Junior, dédié aux jeunes filles africaines et européennes âgées entre 7 et 18 ans. Explications avec Delphine Remy-Boutang, CEO the Bureau & fondatrice de la JFD.

**Avant d'évoquer la JFD en 2021, un retour sur l'année qui s'est écoulée. Une année complexe qui a vu le monde basculer... Mais en même temps de belles innovations sur le plan numérique et notamment en Afrique. Quel regard portez-vous sur cela ?**

2020 a été une année particulière par la crise sanitaire qui s'est transformée en crise économique. Il a fallu s'adapter pour ne pas subir. Et en même temps, anticiper pour préparer le futur qui doit et sera différent pour nous tous. Cette crise aura été une opportunité d'être meilleur pour la planète et pour l'humanité. L'empathie aura été au cœur des stratégies des pays qui ont "réussi" à bien la gérer. Et je pense notamment aux pays gouvernés par des femmes comme la Nouvelle-Zélande. Le continent africain a lui aussi été un bon exemple par sa faculté à saisir les opportunités qu'offrent la technologie et l'innovation. Mais aussi par la créativité et la résilience de ses populations. « Les métiers de la cybersécurité sont autant

de nouvelles opportunités pour le marché du travail en Afrique »

Cette crise nous a montré à quel point la transformation digitale nous a pris de vitesse. Elle nous a également

“

**Le continent africain a lui aussi été un bon exemple par sa faculté à saisir les opportunités qu'offrent la technologie et l'innovation**

prouvé que le digital, l'IA, l'IoT, la Big Data ou encore la robotique rendront les entreprises, tous secteurs confondus, plus résistantes aux défis futurs. A condition de s'adapter très vite à ce changement.

Les métiers de la cybersécurité explosent. Les entreprises font face à de nouveaux enjeux, suite à la généralisation du télétravail. Les grandes entreprises de la santé, les hôpitaux ou l'industrie agroalimentaire sont la cible de cyberattaques visant leurs sites Internet. Mais ces nouveaux métiers sont autant de nouvelles opportunités pour le marché du travail en Afrique, et pour les femmes.

**Une situation qui perdure alors qu'une partie de l'Europe se reconfine. Du coup, comment allez-vous adapter la JFD à cette réalité pas tout à fait encore Post-Covid ?**

La JFD c'est désormais plus qu'une journée, nos actions pour un monde digital inclusif sont multiples au travers de différents programmes : le JFD Club présent en Afrique (Libreville au Gabon), nos études et la dernière que nous menons avec notre partenaire BVA, le prix les Margaret, un accélérateur de croissance puissant pour les start-up que nous accompagnons, la Fondation Margaret pour aider des jeunes filles au travers des bourses d'étude, un lobbying important avec les gouvernements, et bien sûr notre métier de communicant de the Bureau au service de la JFD.

## JFD : connecter les femmes du numérique

**C**réée en 2013 par Delphine Remy-Boutang, CEO de the Bureau, la JFD met à l'honneur et connecte les femmes qui s'emploient à révolutionner le monde grâce au digital. Cet événement annuel qui se déroule en Europe et en Afrique a pour ambition d'inspirer, d'encourager les femmes à se révéler et à innover. C'est aussi le Prix Margaret qui, chaque année, célèbre les femmes qui innovent pour un monde meilleur. C'est également un club fondé en 2016. Présent à Paris, et depuis 2019 à Libreville, Gabon, le Club est un réseau de plus de 400 femmes influentes, qui se retrouvent tout au long de l'année pour partager et réseauter à l'occasion d'événements mensuels.

En 2018, la Fondation Margaret est lancée pour soutenir les projets de femmes engagées, notamment en proposant des bourses et des formations pour les jeunes femmes souhaitant s'orienter dans les métiers de l'innovation et les sensibiliser à l'entrepreneuriat.

2019 marque également la première publication du « Manifeste pour un monde digital inclusif ». RDV pour l'édition 2021, le 8 mars, en ligne sur: <https://joinjfd.com>

Ces valeurs que nous portons depuis 9 ans se résument en 3 piliers: Formation, Financement et Rôles Modèles. Nous avons su transformer un modèle en place depuis 2013, piloté par mon groupe de communication the Bureau. Notre mission et notre cœur de métier d'influence et de communication restent intacts.

Nous avons d'ailleurs poursuivi nos actions en créant des rendez-vous digitaux "Connect live with JFD".

En 2020, nous avons réalisé près de 20 événements digitaux qui ont atteint 13,5 millions de personnes. C'est gigantesque et nous en sommes très fiers ! La JFD a aussi lancé son Manifeste pour un monde digital plus inclusif, le 4 mars 2020, au ministère de l'Economie et des Finances, sous le haut patronage de Cédric O, secrétaire d'État pour les Affaires numériques en France.

### Que nous réserve le programme de la JFD 2021 ?

Comme toujours, nous mettrons en lumière des femmes inspirantes à travers le Prix les Margaret, qui ré-



Delphine Rémy-Boutang, fondatrice de la JFD - Crédit photo JFD

compense, tous les ans, des femmes entrepreneures et intrapreneures en Afrique et en Europe. Ces femmes qui osent, innovent et entreprennent pour un monde meilleur. Avec l'aide de nos partenaires officiels : EDF, le groupe La Poste, Microsoft, le groupe Crédit Agricole, Total, Dassault Systèmes, Mastercard, IDEMIA, BVA, PayPal, le Conseil présidentiel pour l'Afrique, la Banque mondiale, l'OIIE. Nous travaillons également avec d'autres organisations et médias panafricains pour faire de cette édition une réussite, à savoir vous ANA bien-sûr, France Médias Monde, ELLE Côte d'Ivoire, Canal+ International, Gabon 24, Digital Africa, 10000 Codeurs, etc. Entre le 18 décembre 2020 et le 8 février 2021, nous avons lancé un appel à toutes les femmes et filles en Europe et en Afrique qui entreprennent dans le cadre du Prix les Margaret et notre nouvelle catégorie Junior.

Plus de 200 ont candidaté en nous partageant leurs projets et innovations sur [www.joinjfd.com](http://www.joinjfd.com). A travers le Prix les Margaret, la JFD récompense, le 8 mars 2021, la créativité, l'audace et les innovations de quatre femmes et deux jeunes filles européennes et africaines.

### Et des innovations, dont le prix les Margaret Junior ?

Le Prix les Margaret Junior est la grande nouveauté 2021 du Prix les Margaret. Ce prix rend hommage à Margaret Hamilton, directrice de la division génie logiciel qui a contribué au premier pas de l'Homme sur la Lune avec le programme spatial Apollo en 1968.

Ce prix est dédié aux filles de 7 à 18 ans en Afrique et en Europe. A travers la mise en avant de jeunes talents, qui

Cont déjà l'esprit entrepreneurial, la JFD a l'ambition de démystifier les filières technologiques et les métiers du numérique.

Les deux lauréates bénéficieront d'une visibilité médiatique d'une valeur de un million d'euros, de programmes de formation et de mentorat pour les aider à développer leurs projets, d'équipements numériques, et d'une bourse d'étude de 1000 euros.

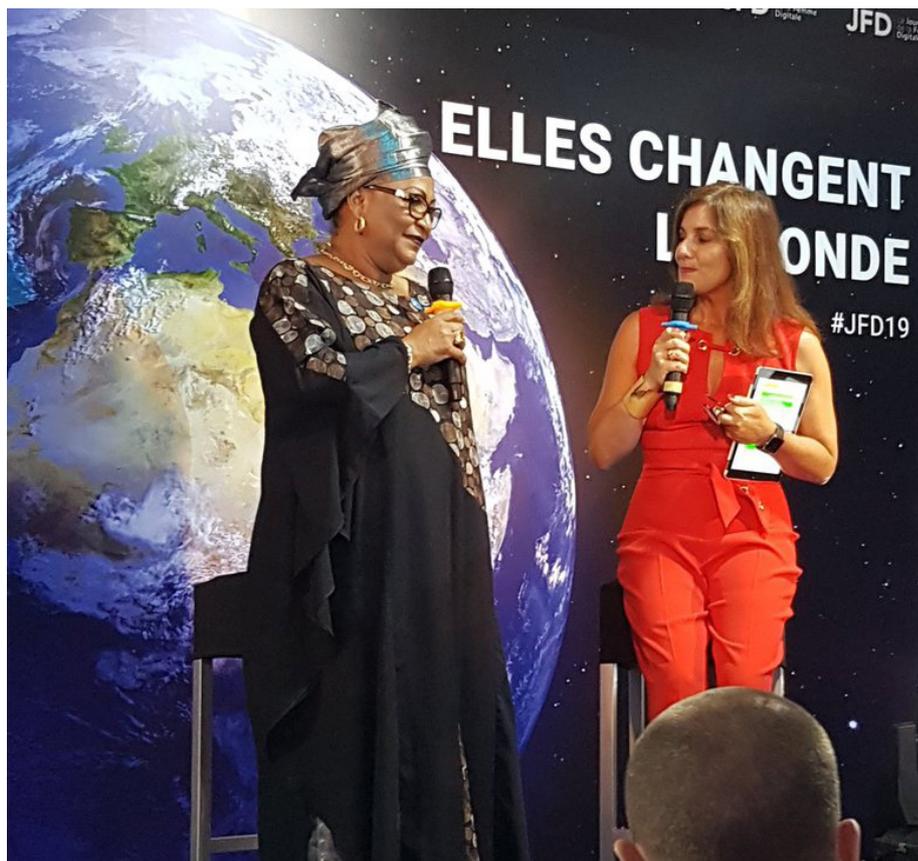
### Comment se sont déroulées les sélections des candidatures à ces prix ?

Le prix les Margaret est composé de quatre catégories : Entrepreneur Europe, Entrepreneur Afrique, Intrapreneur Europe et Intrapreneur Afrique. Toutes les femmes fondatrices ou cofondatrices d'entreprises innovantes, pour la catégorie "Entrepreneur" et les employées d'entreprises ayant développé des projets digitaux en accord avec leurs employeurs, tout en restant salariées, pour la catégorie "Intrapreneur", ont pu déposer sur notre site un dossier de candidature.

Un jury d'exception s'est réuni le 12 février pour élire les lauréates lesquelles bénéficieront des avantages que je viens d'énumérer, en plus d'un soutien financier de 5 000 euros pour la catégorie entrepreneur et de l'opportunité de participer à un voyage, "la JFD Entrepreneurship Expedition" aux USA, sur les pas de Margaret Hamilton. La JFD et nos partenaires proposent des récompenses considérables pour participer à la réussite des projets retenus. Nous avons également prévu de parcourir l'Afrique et de faire étape à des points clés de l'entrepreneuriat. Les prix n'auront jamais été aussi importants que cette année, la JFD, the Bureau et nos partenaires proposent des récompenses considérables pour participer à la réussite des projets retenus.

### A la lumière des dernières candidatures reçues, à quoi ressemble le cru 2021 et que nous révèle-t-il sur l'évolution de l'écosystème numérique au féminin en Afrique ?

D'année en année, je suis impres-



**Delphine Remy Boutang fondatrice de la JFD avec la maire de Dakar lors de la JFD Dakar - Crédit photo JFD-DR**

sionnée par l'énergie apportée par les femmes africaines à l'écosystème. Elles sont au premier plan dans la croissance économique du continent, et elles portent de plus en plus de projets innovants qui répondent à des enjeux locaux voire internationaux.

### Un écosystème dont vous faites désormais partie à travers la JFD Afrique. Depuis l'ouverture du bureau à Libreville, quelles actions, programmes, avez-vous ou allez-vous mener sur le continent ?

Avec nos partenaires locaux et internationaux, nous mettons en place des programmes d'accompagnement des femmes et des jeunes filles. Dès que le contexte le permettra, nous animerons des ateliers de formation, des sessions de coaching au développement personnel et professionnel, des événements dédiés aux femmes et jeunes talents au JFD Club Libreville, qui est notre tout premier club en Afrique. Il est dirigé par Camélia Ntoutoume

Leclercq, ministre déléguée auprès du ministre de l'Enseignement supérieur du Gabon.

Nous travaillons aussi étroitement avec 10 000 codeurs, dont l'objectif est d'insérer, d'ici 2025, 10 000 jeunes d'Afrique (50% de femmes) dans les métiers du numérique. Cet accompagnement sera notamment offert à la lauréate Margaret Junior Afrique.

Et nous sommes en train d'organiser des programmes d'échanges et de découverte entre l'Afrique et l'Europe.

### Pour conclure, 2020 était l'année de la résilience, comment voyez-vous cette année 2021 ?

2020 nous a appris la puissance du digital, la résilience et la détermination pour les entrepreneurs. 2021 sera l'année des femmes et de l'Afrique ! Eleanor Roosevelt disait: " The future belongs to those who believe in the beauty of their dreams ".

Delphine Remy-Boutang, CEO the Bureau & JFD

# “2021 WILL BE THE YEAR OF WOMEN AND AFRICA!”

**F**OR the past nine years, the Digital Women’s Day, (French: JFD), which is no longer a simple annual event but a platform to promote women’s digital entrepreneurship, has been honoring and connecting women who are working to revolutionize the world through digital, both in Europe and Africa. This year, the JFD is broadening the target audience with the Junior Margaret Award, dedicated to African and European girls between the ages of 7 and 18. Delphine Remy-Boutang, CEO the Bureau & founder of the JFD, explains.

**Before talking about the JFD in 2021, let’s look back at the year that has gone by. It was a complex year that saw the world turn upside down... However, there were, at the same time, some great innovations on the digital front, particularly in Africa. How do you view this?**

2020 was a special year because of the health crisis that has turned into an economic crisis. It was necessary to adapt in order not to suffer. Anticipation was equally needed to prepare the future that must and will be different for all of us.

This crisis has been an opportunity to be better for the planet and for humanity. Empathy will have been at the heart of the strategies of the countries that “succeeded” in managing it well. I am thinking in particular of countries governed by women like New Zealand. The African continent has also set a good example by its ability to seize the opportunities offered by

technology and innovation. It has also set it by the creativity and resilience of its people.

**« Cybersecurity jobs represent new opportunities for the labor market in Africa ».**

“  
**The African continent has also set a good example by its ability to seize the opportunities offered by technology and innovation**

This crisis has shown us just how fast the digital transformation has outpaced us. It has also shown us that digitalization, AI, IoT, Big Data and robotics will make companies in all sectors more resistant to future challenges. This is provided that they adapt very quickly to this change.

Cybersecurity jobs are exploding. Companies are facing new challenges, following the widespread use of teleworking. Large healthcare companies, hospitals and the food industry are the target of cyber attacks on their websites, but these new jobs also represent new opportunities for the African labor market and for women.

**That situation continues, as part of Europe locks down again. How will you adapt the JFD to this not quite Post-COVID reality?**

The JFD is now more than just a day, our actions for an inclusive digital world are multiple through different programs: the JFD Club present in Africa (Libreville in Gabon), our studies and the last one we are conducting with our partner BVA, the Margaret Awards, a powerful growth accelerator for the startups we support, the Margaret Foundation to help young girls through scholarships, extensive lobbying with governments, and certainly our job as the Bureau’s communicator at the service of the JFD.

These values, which we have been upholding for 9 years, can be summed 

## connecting women of the digital world

**C**REATED by the Bureau since 2013, the JFD has been honoring and connecting women who are working to revolutionize the world through digital technology. This annual event held in Europe and Africa aims to inspire and encourage women to reveal themselves and to innovate. Digital Women's Day is also a club founded in 2016. Active in Paris and since 2019 also in Libreville, Gabon, the club consists of a network of 400 influential women who meet throughout the year to share and develop their connections during exclusive conferences and events.

In 2018, the Margaret Foundation was launched to support women's projects, including offering scholarships and training for young women wanting to pursue careers in the innovation sector and raise awareness of entrepreneurship.

In 2019 the "Manifesto for an Inclusive Digital World" was published.

Join us for the 2021 online edition, on March 8 on: <https://joinjfd.com>



Delphine Rémy-Boutang, founder of the JFD - Photo credit JFD

cup in 3 pillars: Training, Financing and Model Roles. We have been able to transform a model in place since 2013, steered by my communications group the Bureau. Our mission and our core business of influence and communication remain intact.

We have also carried out our actions by creating "Connect live with JFD" digital meetings.

In 2020, we held nearly 20 digital events that reached 13.5 million people. This is huge and we are very proud of it! The JFD also launched its Manifesto for a more inclusive digital world, on March 4, 2020, at the Ministry of Economy and Finance, under the high patronage of Cédric O., France's Secretary of State for Digital Affairs.

### What does the program for JFD 2021 have in store for us?

As always, we will highlight inspirational women through the Margaret's Awards, which annually honor women entrepreneurs and intrapreneurs in Africa and Europe. These are

women who dare, innovate and undertake for a better world.



**With each passing year, I am impressed by the energy that African women bring to the ecosystem. They are at the forefront of the continent's economic growth, and they are carrying more and more innovative projects that respond to local and even international challenges.**

Our official partners are: EDF, La Poste Group, Microsoft, Crédit Agricole Group, Total, Dassault Systèmes, Mastercard, IDEMIA, BVA, PayPal, the Presidential Council for Africa, the World Bank and the OIF.

We are also working with other pan-African organizations and media to make this edition a success, namely you ANA certainly, France Médias Monde, ELLE Côte d'Ivoire, Canal+ International, Gabon 24, Digital Africa, 10000 Codeurs, etc.

Between December 18, 2020 and February 8, 2021, we have launched an appeal to all women and girls in Europe and Africa who have the spirit of entrepreneurship within the framework of the Margaret Awards and our new junior category. More than 200 candidates applied by sharing their projects and innovations with us on [www.joinjfd.com](http://www.joinjfd.com).

On March 8, 2021, the JFD rewards the creativity, audacity, and innovation of four European and two African women and girls with the Margaret Awards.

## And innovations, including the Margaret Junior Awards?

The Margaret Junior Awards are the great new 2021 addition to the Margaret Awards. This award honors Margaret Hamilton, Director of the Software Engineering Division, who contributed to Man's first step on the Moon with the Apollo program in 1968.

The awards are dedicated to girls between the ages of 7 and 18 in Africa and Europe. Through the promotion of young talents, who already have an entrepreneurial spirit, the JFD aims to demystify the technology and digital professions.

The two award-winners will benefit from media visibility worth €1 million, training and mentoring programs to help them develop their projects, digital equipment, and a €1,000 scholarship.

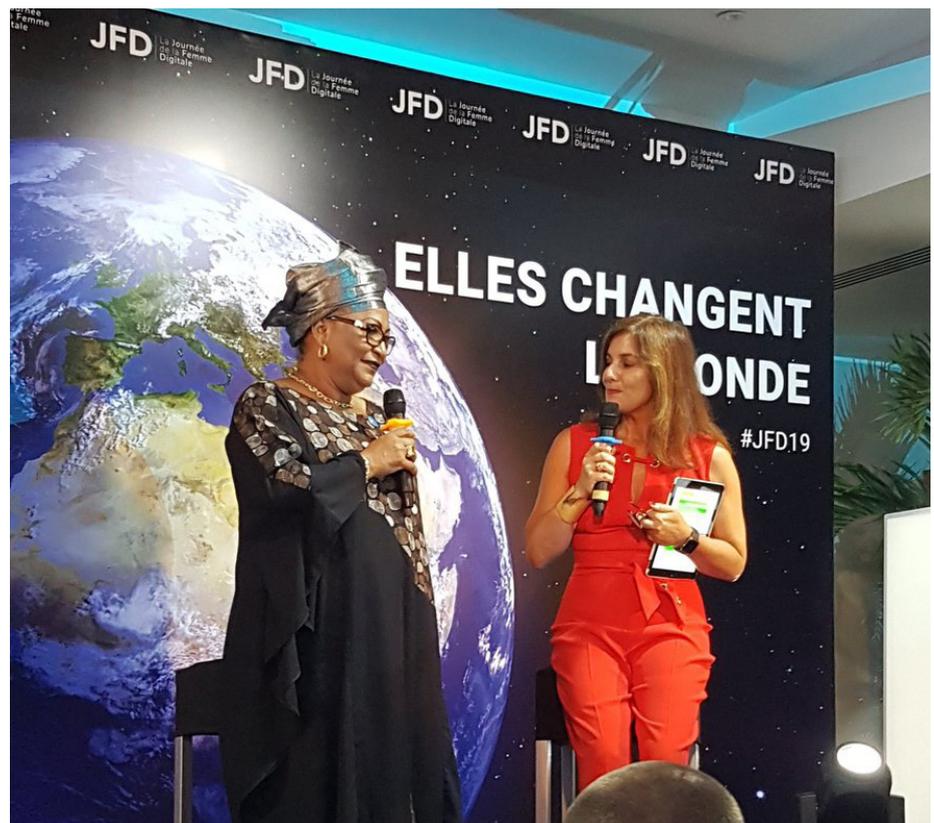
## How were the selections for these awards made?

The Margaret Awards are composed of four categories: Entrepreneur Europe, Entrepreneur Africa, Intrapreneur Europe and Intrapreneur Africa. All women founders or co-founders of innovative companies, for the "Entrepreneur" category, and employees of companies that have developed digital projects in agreement with their employers, while remaining employees, for the "Intrapreneur" category, were able to submit an application on our site.

An exceptional jury met on February 12 to elect the winners, who will benefit from the advantages I have just listed, in addition to financial support of €5,000 for the "Entrepreneur" category and the opportunity to participate in a trip, "the JFD Entrepreneurship Expedition" to the USA, in the footsteps of Margaret Hamilton.

**« The JFD and our partners are offering considerable rewards to contribute to the success of selected projects. »**

We also plan to travel across Africa



and stop at key points of entrepreneurship.

The awards have never been as important as they are this year, and JFD, the Bureau, and our partners are offering considerable rewards to help make the selected projects a success.

## In light of the latest applications received, what does the 2021 lineup look like and what does it tell us about the evolution of the female digital ecosystem in Africa?

With each passing year, I am impressed by the energy that African women bring to the ecosystem. They are at the forefront of the continent's economic growth, and they are carrying more and more innovative projects that respond to local and even international challenges.

**An ecosystem of which you are now a part through JFD Africa. Since the opening of the office in Libreville, what actions and programs have you or will you carry out on the continent?**

With our local and international

partners, we set up programs to support women and girls. As soon as the context allows, we will conduct training workshops, coaching sessions for personal and professional development, events dedicated to women and young talents at the JFD Club Libreville, which is our very first club in Africa. It is led by Camélia Ntoutoume Leclercq, Minister Delegate to the Minister of Higher Education of Gabon.

We also work closely with 10,000 coders, whose goal is to get 10,000 young people in Africa (50% women) into digital professions by 2025. This support will notably be offered to the winner Margaret Junior Africa. Besides, we are currently organizing exchange and discovery programs between Africa and Europe.

**To conclude, 2020 was the year of resilience, how do you see this year 2021?**

2020 has taught us the power of digital technology, resilience and determination for entrepreneurs. Eleanor Roosevelt said: "The future belongs to those who believe in the beauty of their dreams."

Camélia Ntoutoume Leclercq ambassadrice du JFD Club Libreville

# “NOUS AVONS L’AMBITION DE DÉMYSTIFIER LES FILIÈRES TECHNOLOGIQUES”

**C**AMÉLIA Ntoutoume Leclercq, ministre déléguée auprès du ministre de l’Enseignement supérieur du Gabon et ambassadrice du JFD Club Libreville, nourrit l’ambition de faire du numérique un outil d’autonomisation et d’émancipation des femmes et filles africaines. Grâce à l’entrepreneuriat féminin.

**Camélia, avec votre double casquette, en tant que ministre déléguée auprès du ministre de l’Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Transfert de technologies et ambassadrice du JFD Club Libreville, quel regard portez-vous sur l’année qui s’est écoulée : plus que jamais l’Afrique a fait preuve de résilience et d’innovation face à cette pandémie qui a bouleversé le monde entier...**

Je tiens tout d’abord à vous remercier pour l’honneur que vous me faites. L’année écoulée a été marquée par plusieurs événements, notamment la mise en place du siège du JFD Club Libreville, ma promotion en qualité de membre du gouvernement et par la nomination d’une femme, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, au poste de Premier ministre, chef du gouvernement par Ali BONGO ONDIMBA, président de la République, et, malheureusement, par l’apparition de la Covid-19 au GABON en mars 2020.

Cette pandémie nous a contraint à revisiter notre quotidien, ce qui a fortement impacté plusieurs activités économiques. Notons que nous ne nous attendions pas à ce bouleversement socio-économique, nonobstant le fait que plusieurs femmes et jeunes filles se soient lancées dans des activités génératrices de revenus, grâce aux mécanismes que certains États ont su développer.

Pour votre information, d’après les conclusions de l’enquête du rapport women in africa de 2019, les femmes africaines sont championnes du monde dans l’entrepreneuriat féminin avec 27% des activités liées au digital.

**Et les femmes ont été au premier plan de cette mobilisation. Plus que jamais l’entrepreneuriat se conjugue au féminin en Afrique. Quelles opportunités leur offre le numérique ?**

Effectivement, le numérique est un véritable levier pour l’entrepreneuriat féminin. Notre combat en qualité de femmes leaders doit être, entre autres, notre capacité à démystifier les filières de technologies et rendre le numérique plus accessible.

D’ailleurs, le potentiel du numérique, en tant qu’instrument de partage du savoir, peut apporter une contribution majeure au développement, notamment en transformant et en émancipant la femme.

De plus, en participant à l’autonomisation de la femme et au recul de la pauvreté, le numérique crée des opportunités économiques génératrices de revenus.

**Mais il reste des défis de taille, en termes de formation et d’accès au financement notamment. Comment mieux les soutenir ?**

C’est conscient des difficultés que traversent plusieurs femmes africaines que plusieurs mécanismes ont été mis en place, au nombre desquels les formations

de masse dans les métiers du digital, les accompagnements étatiques à travers des incubateurs numériques, les soutiens des partenaires nationaux et internationaux, que nous entendons relever ce défi multiforme. Tout ceci, afin de vulgariser le numérique, rendre les femmes indépendantes, promouvoir l’entrepreneuriat féminin.

“

**Notre combat en qualité de femmes leaders doit être, entre autres, notre capacité à démystifier les filières de technologies et rendre le numérique plus accessible**



Camélia Leclercq et Delphine Remy-Boutang - Credit photo JFD-DR

### **C'est l'objectif de la JFD. Comment évolue son premier Club africain, le JFD Club Libreville ?**

Depuis sa mise en place en octobre 2019, le JFD Club Libreville se veut être un réseau exclusif de femmes, actrices de la promotion de l'entrepreneuriat, de l'intra-preneuriat et de l'innovation au féminin.

Nous avons organisé ou participé à plusieurs événements au Gabon, mais aussi ailleurs en Afrique et en Europe. Notre siège ouvrira ses portes le 12 mars prochain. Nous comptons organiser, chaque mois, des événements pour dynamiser, renforcer, accélérer les opportunités de croissance de femmes entrepreneures locales.

#### **« Nous avons l'ambition de démystifier les filières technologiques et les métiers du numérique »**

Cette année, nous avons participé activement à la 1<sup>ère</sup> édition du Prix les Margaret Junior. Notre vœu est de sensibiliser également les filles sur les dérives du numérique avec la dépravation des mœurs. Cette édition est inédite car elle s'adresse aux jeunes filles européennes et africaines de 7 à 18 ans qui innoveront ou ont l'esprit

d'entreprendre... la future génération qui changera le monde.

En Afrique, on a coutume de dire que ce sont les jeunes pousses qui préservent la forêt. Nous avons l'ambition de démystifier les filières technologiques et les métiers du numérique, rendre accessible l'innovation à un plus grand nombre, c'est-à-dire faire émerger une nouvelle génération de femmes leaders.

#### **En tant qu'ambassadrice, quelle est votre mission, votre feuille de route, vos ambitions...**

Mon ambition cadre avec les valeurs de la JFD, c'est-à-dire mettre en lumière des rôles modèles et faire en sorte que ces femmes inspirantes partagent leur expérience avec les plus jeunes. Former les filles et faciliter leur accès au digital surtout pour celles en zone rurale, en leur montrant que ruralité n'est pas synonyme de fatalité. Ma génération a l'obligation de former une nouvelle génération de wonder women car, comme le disait MANDELA, aucun de nous seul ne peut atteindre le succès.

Ensuite, il y a le coaching et le mentoring des femmes qui s'engagent en politique et qui ont besoin de travailler leur

e-réputation. C'est fondamental que les femmes qui sont à des niveaux de décision comprennent et utilisent la puissance du digital pour faire avancer et mieux faire connaître leur travail.

Avec un réseau de femmes puissantes en Europe et en Afrique, il faut parvenir à lever des fonds pour soutenir les femmes entrepreneures africaines car elles ont des idées et la volonté mais la dure réalité de l'accès aux finances brise parfois leur rêve. Alors mon vœu est de créer une longue et forte chaîne de solidarité aux projets innovants.

#### **Pour conclure, la digitalisation du continent se poursuit, s'accélère même, comment rendre ce processus plus inclusif, en matière de genre notamment... ?**

Effectivement, il faut une prise de conscience de la gente féminine. Les femmes doivent davantage s'intéresser à la digitalisation. La transformation numérique vers laquelle le continent africain s'oriente est signe d'ouverture internationale et d'accroissement économique. L'environnement numérique constitue une plateforme harmonieuse pour la croissance des activités génératrices de revenus.

Camélia Ntoutoume Leclercq ambassador of the JFD Club Libreville

# “WE HAVE THE AMBITION TO DEMYSTIFY THE TECHNOLOGICAL SECTORS”

**C**AMÉLIA Ntoutoume Leclercq, Minister Delegate to the Minister of Higher Education of Gabon and Ambassador of the JFD Club Libreville, harbors ambition to make digital technology a tool for the empowerment and emancipation of African women and girls. This is thanks to women's entrepreneurship.

**Camélia, with your dual responsibility, as Minister Delegate to the Minister of Higher Education, Scientific Research and Technology Transfer and Ambassador of the JFD Club Libreville, how do you view the past year: more than ever before, Africa has shown resilience and innovation in the face of this pandemic that has shaken the entire world?**

First of all, I would like to thank you for the honor you have bestowed on me. The past year has been marked by several events, notably the establishment of the headquarters of the JFD Club Libreville, my promotion as a member of the government and by the appointment of a woman, Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, to the post of Prime Minister, Head of Government by Ali BONGO ONDIMBA, President of the Republic, and, unfortunately, by the outbreak of the COVID-19 in GABON in March 2020.

This pandemic that has strongly impacted several economic activities has forced us to go beyond “business as usual”. It may be mentioned that we did not expect this socio-economic upheaval, notwithstanding the fact that several women and girls have embarked on income-generating activities, thanks to the mechanisms that some states have been able to develop. For your reference, according to the findings of the

2019 women in Africa report survey, African women are world champions in women's entrepreneurship with 27% of activities related to digital technology.

**And women have been at the forefront of this mobilization. More than ever, entrepreneurship is more than ever a woman's business in Africa. What opportunities does digital technology offer them?**

Indeed, digital technology is a real lever for women's entrepreneurship. Our fight as women leaders must be, among other things, our ability to demystify technology sectors and make digital technology more accessible.

Moreover, the potential of digital technology, as an instrument for sharing knowledge, can make a major contribution to development, particularly by transforming and emancipating women. In addition, by helping to empower women and reduce poverty, digital technology creates income-generating economic opportunities.

**Yet, there are still major challenges, particularly in terms of training and access to financing. How can they be better supported?**

It is out of awareness of the difficulties that many African women are going through that several mechanisms have been put in place. These include

mass training in digital professions, state support through digital incubators and support from national and international partners. We intend to take up this multifaceted challenge. All this is aimed at popularizing the digital technology, making women independent and promoting women's entrepreneurship.

**This is the goal of the JFD. How is its first African Club, the JFD Club Libreville, evolving?**

Since its establishment in October 2019, the JFD Club Libreville has been an exclusive network of women, who are active in promoting entrepreneurship, intrapreneurship and innovation for women. We have organized or participated in several events in Gabon, but also elsewhere in Africa and Europe. Our head office will open on March 12. We plan to organize monthly events to energize, strengthen and accelerate growth opportunities for local women entrepreneurs.

**« We harbor ambition to demystify technological sectors and digital professions »**

This year, we actively participated in the 1st edition of the Junior Margaret Awards. Our wish is to also raise awareness among girls about the excesses of digital technology and the depravity of morals. This edition is new because it is aimed at young European and African girls from 7 to 18 years old



Camelia Leclercq at the JFD Dakar- Delphine Remy-Boutang - Photo credit JFD-RR

who innovate or have the spirit of entrepreneurship ... the future generation that will change the world. In Africa, it is customary to say that it is the young shoots that preserve the forest. We harbor ambition to demystify the technological sectors and digital professions, to make innovation accessible to more people, in other words, to create a new generation of women leaders.

**As an ambassador, what is your mission, your roadmap, your ambitions?**

My ambition is in line with the values of the JFD, that is, to highlight role models and to ensure that these inspiring women share their experience with the younger ones. Training girls and facilitating their access to digital technology, especially for those in rural areas, by showing them that rurality is not synonymous with fatality.

My generation has an obligation to train a new generation of wonderwomen because, as MANDELA said, none of us, acting alone, can achieve the success.

Then there is the coaching and mentoring of women entering politics who

“

**Our fight as women leaders must be, among other things, our ability to demystify technology sectors and make digital technology more accessible.**

need to work on their e-reputation. It is fundamental that women at decision-making levels understand and use the power of digital technology to advance and make their work better known.

With a network of powerful women in Europe and Africa, there is a need to raise funds to support African women entrepreneurs because they have ideas and the will, but the harsh reality of access to finance sometimes shatters their dreams. Therefore, my wish is to create a long and strong chain of solidarity to innovative projects.

**To conclude, the digitalization of the continent continues, even accelerates, how to make this process more inclusive, especially in terms of gender?**

Indeed, it is necessary to be aware of the female gender. Women must be more interested in digitalization. The digital transformation towards which the African continent is moving is a sign of international openness and economic growth. The digital environment represents a harmonious platform for the growth of income-generating activities.

# JFD 2021

## LES NOMINÉES

### Nommées dans la catégorie Entrepreneur Europe :



**Fatoumata Kébé, astrophysicienne, fondatrice & CEO, Connected Eco**, un système d'irrigation connecté fonctionnant à l'énergie solaire pour une meilleure gestion de l'eau dans le secteur agricole. En Afrique de l'Ouest, la startup évalue les surfaces cultivées, suit le développement des cultures, évalue la sécurité

alimentaire dans la région et estime les récoltes, grâce aux données collectées via Copernicus (programme d'observation de la Terre de l'UE).

**France**

### Nommées dans la catégorie Entrepreneur Afrique :



**Vèna Arielle Ahouansou, médecin, fondatrice & CEO Kea Medicals**, un système d'information hospitalier numérique complet, centralisé, tout en un, qui assure aussi bien la gestion médicale des patients que la gestion administrative des structures et partenaires de santé (hôpitaux, pharmacie, assurances).

**Bénin**



**Charlette N'Guessan, co-fondatrice & CEO, Bace Group**, qui crée des identités numériques uniques pour tous les citoyens en investissant et en utilisant des technologies biométriques, en particulier la reconnaissance faciale et l'IA. Le processus de vérification simple, rapide, sécurisé et efficace. Solution à la l'usurpation

d'identité, toutes les données sont mises en correspondance avec la biométrie faciale dans une autorité émettrice ou un département gouvernemental.

**Ghana Côte d'Ivoire**



**Nneile Nkholise, co-fondatrice & CEO 3DIMO**, qui automatise l'analyse des données du bétail pour surveiller la santé des animaux. Ce qui génère in-app une identification numérique universellement traçable de chaque vache liée à un éleveur et fournira à ce dernier un outil pour enregistrer les vaccinations des animaux, leurs mouvements et le contrôle des stocks.

**Afrique du Sud**



**Marietou Rachida Sorho, co-fondatrice AgriTech 4 Africa**, un système de capteurs qui permet de détecter les besoins des plantes en engrais afin d'apporter le bon conseil au bon moment aux planteurs. La solution permet également d'envoyer des ordres d'arrosage à distance via smartphone.

**Côte d'Ivoire**

## Nommées dans la catégorie Intrapreneur Afrique :



**Claude Borna, Chief Innovation Officer Sémé City**, un pôle de connaissances et d'innovation qui regroupe les meilleurs établissements universitaires, centres de recherche et développement, ainsi que des incubateurs de solutions innovantes dans un environnement de ville intelligente.

**Bénin**



**Natasha Dimbam, directrice technique chez Bizao**, qui offre aux entreprises, aux marchands et aux opérateurs économiques internationaux la possibilité d'intégrer de multiples moyens de paiement digitaux : mobile money, carte bancaire. Franco-Togolaise, Natasha pilote l'installation d'un centre d'excellence IT au Sénégal et le transfère

des activités clés qui sont confiées à des personnes recrutées sur place.

**Sénégal Togo**



**Eloho Omame, fondatrice FirstCheck Africa, DG Endeavour Nigeria**. Elle pilote un fonds composé d'une communauté de femmes business angels et investisseurs, axés sur les femmes, afin de permettre aux entrepreneurs africaines du monde numérique de lever plus facilement des capitaux.

**Nigéria**

Le Jury du prix les Margaret 2021, présidé par Delphine REMY-BOUTANG, CEO the Bureau & JFD, Présidente GEN France était composé de Maria-Claudia ALVAREZ, Directrice Innovation, Total Marketing & Services, Laure BELLUZZO, Directrice Générale, Crédit Agricole Technologies & Services, Muriel BRUNET, Digital project lead: Women in Digital and sustainability, Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse, Victoire DE MARGERIE, VP Corporate Equity & Communications, Dassault Systèmes, Sandra DE PAULINY, SVP Global HR Secure Enterprise Transactions Division, IDEMIA, Meriem ECHCHERFI, Directrice de la Stratégie Pôle Finances, Groupe Crédit Agricole, Gilles FONTAINE, Rédacteur en chef, Challenges, Boutheina GUERMAZI, Director Digital Development, World Bank Group, Christophe KERRERO, Recteur de la région académique d'Île-de-France, Frédérique LEININGER, Directrice éditoriale, ELLE Côte d'Ivoire, Grace LOUBASSOU, Responsable Relations Institutionnelles Afrique, Canal+International, Cathy MAUZAIZE, Directrice de l'entité Entreprise Commercial de Microsoft France, Cécile MÉGIE, Directrice de la chaîne RFI, Vanessa MOUNGAR, Margaret Intrapreneur Afrique 2020, membre du Conseil présidentiel pour l'Afrique, Directrice du département genre, femmes et société civile, Banque Africaine de Développement, Victoria PAGNON, Coordinatrice du Programme French IOT, Groupe La Poste, Frédéric ROY, Rédacteur en chef, CB News, Barbara SESSA, SVP Head of Digital Consumer Product Europe, Mastercard, Sharon SOFER, Présidente, Startup for Kids, Sira SYLLA, Députée de Seine-Maritime, Julien VILLERET, Directeur de l'innovation, groupe EDF et Sabine VU, Responsable des relations extérieures, 10000 Codeurs.



Nouvelle catégorie de cette année 2021: les Margaret Junior, a pour ambition de révéler des rôles modèles accessibles et de démystifier les filières technologiques et les carrières dans le digital - Crédit photo JFD-DR

## Nommées dans la catégorie Junior Afrique:



**Anne-Sophie Assonfack, 11 ans, Awouo**, un système anti-intrusion pour lequel elle a développé un détecteur de mouvement et de changement brutal d'environnement relié à un diffuseur (alarme) sonore et lumineux.

**Cameroun**



**Xaviera Ngueto, 18 ans, programmeuse**, qui a développé un robot de traitement de déchets. Capable de ramasser des débris sur son passage pour les transporter sur une zone définie (poubelles, déchèterie, centre de recyclage...), en un temps record.

**Cameroun**



**Rose Goyéli, 15 ans, X-Market**, une application de suivi de l'urbanisation, permettant de gérer l'implantation souvent anarchique de boutiques en bordures de routes. Elle réduit ainsi les accidents, les querelles de voisinage et les altercations entre vendeurs et autorités publiques (saisies, destructions de marchandises...).

**Ivory Coast**



**Korocyla Samira Tuo, 13 ans, Tcheregnime**, système de suivi médical de femmes enceintes ayant pour but de prévenir les malformations et réduire le taux de mortalité infantile.

**Ivory Coast**



**ANA** kids



Abonne-toi

# JFD 2021

## THE NOMINEES

### Are nominated for the Entrepreneur Europe category:



**Fatoumata Kébé, astrophysicist, founder & CEO, Connected Eco**, a connected solar-powered system for better water management in the agricultural sector. In West Africa, the startup evaluates cultivated areas, monitors crop development, assesses food security in the region and estimates harvests, using data collected via Copernicus (EU Earth observation program).

(EU Earth observation program).

**France**

### Are nominated for the Entrepreneur Africa category:



**Vèna Arielle Ahouansou, doctor, founder & CEO KeaMedicals**, a complete, centralized, all-in-one digital hospital information system, which ensures both the medical management of patients and the administrative management of healthcare structures and partners (hospitals, pharmacy, insurance).

**Benin**



**Charlette N'Guessan, co-founder & CEO, Bace Group**, which creates unique digital identities for all citizens by investing in and using biometric technologies, in particular facial recognition and AI. The verification process is simple, fast, secure and efficient. A solution to identity theft, all data is matched with facial biometrics in an issuing authority or government department.

issuing authority or government department.

**Ghana Côte d'Ivoire**



**Nneile Nkholise, co-founder & CEO 3DIMO**, which automates the analysis of livestock data to monitor animal health. This in-app generates a universally traceable digital identification of each cow linked to a farmer and will provide the farmer with a tool to record animal vaccinations, movements and inventory control.

**South Africa**



**Marietou Rachida Sorho, co-founder AgriTech 4 Africa**, a sensor system that allows detecting plants' needs in fertilizers in order to bring the right advice at the right time to the planters. The solution also enables remote watering orders to be sent via smartphone.

**Côte d'Ivoire**



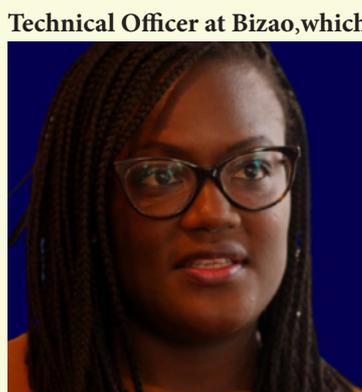
The new category of this year 2021: the Margaret Junior has the ambition to reveal accessible role models and to demystify the technological fields and careers in the digital world - Photo credit-RR

## Are nominated for the Intrapreneur Africa category:



**Claude Borna, Chief Innovation Officer Sémé City**, a knowledge and innovation cluster that brings together the best academic institutions, research and development centers, and incubators for innovative solutions in a smart city environment.

**Benin**



**Natasha Dimbam, Chief Technical Officer at Bizao**, which offers companies, merchants and international economic operators the possibility of integrating multiple digital payment methods: mobile money, bank card. Natasha, a Franco-Togolese, is steering the installation of an IT center of excellence in Senegal and transferring key activities to locally recruited staff.

**Senegal Togo**



**Eloho Omame, founder FirstCheck Africa, Managing Director Endeavour Nigeria**. She runs a fund composed of a community of women business angels and investors, focused on women, to make it easier for African entrepreneurs in the digital world to raise capital.

**Nigeria**

## Are nominated for the Junior Europe category:



**Anne-Sophie Assonfack, 11, Awouo**, an anti-intrusion system for which she has developed a motion and sudden environmental change detector connected to a visual and acoustic alarm.

**Cameroon**



**Rose Goyéli, 15, X-Market**, an application to monitor urbanization, allowing managing the often anarchic implantation of roadside stores. It thus reduces accidents, neighborhood quarrels and altercations between vendors and public authorities (seizures, destruction of goods, etc.).

**Ivory Coast**



**Xaviera Nguéfo, 18, programmer**, who has developed a waste treatment robot. It is capable of picking up debris on its way to take them to a defined area (dustbins, dumps, recycling center...), in record time.

**Cameroon**



**Korocyala Samira Tuo, 13, Tcheregnime**, a system of medical monitoring of pregnant women with the aim of preventing malformations and reducing the infant mortality rate.

**Ivory Coast**

The Jury of the Margaret Awards 2021, chaired by Delphine REMY-BOUTANG, CEO the Bureau & JFD, President GEN France was composed of Maria-Claudia ALVAREZ, Vice President Innovation, Total Marketing & Services, Laure BELLUZZO, Managing Director, Crédit Agricole Technologies & Services, Muriel BRUNET, Digital project lead: Women in Digital and sustainability, Ministry of National Education and Youth, Victoire DE MARGERIE, VP Corporate Equity & Communications, Dassault Systèmes, Sandra DE PAULINY, SVP Global HR Secure Enterprise Transactions Division, IDEMIA, Meriem ECHCHERFI, Head of Strategy-Finance Division, Crédit Agricole Group, Gilles FONTAINE, Editor-in-Chief, Challenges, Boutheina GUERMAZI, Director Digital Development, World Bank Group, Christophe KERRERO, Rector of the academic region of Ile-de-France, Frédérique LEININGER, Editorial Director, ELLE Côte d'Ivoire, Grace LOUBASSOU, Head of Institutional Relations Africa, Canal+International, Cathy MAUZAIZE, General Manager of the Enterprise Commercial entity of Microsoft France, Cécile MÉGIE, Director of the RFI channel, Vanessa MOUNGAR, Margaret Intrapreneur Africa 2020, member of the Presidential Council for Africa, Director for Gender, Women and Civil Society, African Development Bank, Victoria PAGNON, Coordinator of the French IOT Program, Groupe La Poste, Frédéric ROY, Editor-in-Chief, CB News, Barbara SESSA, SVP Head of Digital Consumer Product Europe, Mastercard, Sharon SOFER, President, Startup for Kids, Sira SYLLA, Member of Parliament for Seine-Maritime, Julien VILLERET, Chief Innovation Officer, EDF Group and Sabine VU, Head of External Relations, 10000 Codeurs.

## ANA l'actualité économique africaine decryptée

- ▶ Une double présence en France et en Afrique
- ▶ Partenaires des plus grands médias panafricains
- ▶ Un site d'information économique en ligne
- ▶ Une banque d'image
- ▶ Une banque vidéo



**Changer le regard sur l'Afrique, c'est notre défi !**

# ACCÈS AU FINANCEMENT: L'ULTIME COMBAT POUR LES FEMMES

**E**N Afrique subsaharienne, 45 % des femmes ne possèdent pas de pièce d'identité officielle, 37 % ont un compte bancaire (contre 48 % des hommes). De même, les femmes disposent très souvent d'un capital réduit pour démarrer leur activité et sont moins susceptibles de bénéficier de capitaux d'investissement privés. Les banques demandent des garanties que les femmes ne possèdent souvent pas.

Par ailleurs, les femmes ont ordinairement une aversion au risque, une faible culture financière et une peur de l'échec, ce qui les empêche très souvent de demander de prêts. Elles font également face au manque de soutien familial mais aussi au manque de formation pour le développement de compétences nécessaires à la gestion effective d'une entreprise.

**« Lorsque les femmes ont la possibilité d'accéder à des financements et aux marchés, elles contribuent significativement au bien-être de leurs familles »**

Les contraintes personnelles (projets familiaux, projets professionnels du conjoint, responsabilités familiales) et la faible intégration des femmes aux réseaux d'affaires constituent d'autres obstacles. Le fait que les

banques n'aient pas une bonne compréhension des entreprises dirigées par des femmes ou des niches de marché qu'elles occupent explique, aussi, leur difficile accès au financement.

L'ensemble de ces défis impacte négativement l'accès aux financements des femmes africaines entrepreneures. D'autant plus que face à la crise sanitaire de la COVID-19 que connaît le monde actuellement, les entrepreneures rencontrent de difficultés à mobiliser des fonds pour de maintenir leurs activités, les investisseurs ayant limité les financements au vu du ralentissement des activités de manière générale.

Pourtant, lorsque celles-ci ont la possibilité d'accéder à des financements et aux marchés, elles contribuent significativement au bien-être de leurs familles. Cela s'explique par le fait qu'elles priorisent l'éducation de leurs enfants en mobilisant de l'épargne. Elles participent également au développement économique de leurs pays par la création d'entreprises, et donc d'emplois et de richesses.

**Initiatives pour booster l'accès au financement des entrepreneures**

Pour favoriser l'accès au financement des femmes, des actions doivent être entreprises. Les gouvernements

devraient instaurer des politiques et réglementations en matière d'inclusion financière qui leur seraient favorables. A ce titre, plusieurs initiatives ont vu le jour dans certains pays du continent, à l'instar du programme Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA).

AFAWA est une initiative de la Banque africaine de développement (BAD) qui vise à combler le déficit de financement estimé à 42 milliards de dollars qui affecte les femmes en Afrique. L'initiative en est aux premières discussions avec les institutions financières en Afrique de l'Ouest.

Elle est également un investisseur d'ancrage à hauteur de 12,5 millions de dollars dans Alitheia IDF Managers (AIM), le premier fonds d'investissement privé en son genre, dirigé par des femmes expérimentées et qui investit dans des PME à forte croissance détenues et dirigées par des femmes en Afrique.

En 2018, AFAWA a fourni une assistance technique à plusieurs banques. En collaboration avec Entrepreneurium Foundation, AFAWA a formé 1000 femmes entrepreneures à travers le continent africain au développement d'un modèle d'affaires ainsi qu'à la planification financière. Ceci afin de leur fournir les ressources

nécessaires pour accéder facilement à des financements.

**« Les institutions financières doivent envisager de créer des procédures bancaires favorables aux femmes, comme l'annulation des soldes minimums »**

Des fonds d'investissement dédiés aux femmes, à l'image de Janngo (un fonds de capital-risque dirigé par des femmes qui investit 50 % de ses recettes dans des start-up fondées, co-fondées ou bénéficiant à des femmes), vont se multiplier. En Côte d'Ivoire, en 2017, le gouvernement a mis en place un Fonds pour la promotion des PME et de l'entrepreneuriat féminin doté d'une enveloppe de 5 milliards de FCFA. Ce fonds vise à faciliter l'accès au crédit bancaire aux femmes chefs d'entreprise, y compris de start-up, tout secteur d'activités confondu. L'initiative permet de stimuler le financement en faveur des femmes, ce qui fera progresser l'inclusion financière.

Les institutions financières ne doivent pas rester en marge de ces initiatives, en envisageant de créer des procédures bancaires favorables



Photo microsave-DR

aux femmes, comme l'annulation des soldes minimums, l'inclusion d'autres formes de garantie plus accessibles aux femmes.

En outre, les institutions financières gagneraient à développer des produits et services entièrement destinés aux femmes qui prennent en compte leurs besoins et devraient considérer au cours de leurs conceptions des aspects importants tels que la simplicité ou la fiabilité de produits.

Pour ce faire, la conception de services financiers devrait s'accompagner de programmes d'éducation financière permettant aux entrepreneuses de développer des compétences financières appropriées.

En somme, il s'agira d'améliorer la compréhension des services financiers tout en sensibilisant les femmes sur les risques encourus pour favoriser la prise de décisions financières autonomes et responsables. C'est dans cette optique que le Hub de la finance digitale a été créé, afin d'offrir à chacun des outils adaptés au développement de leur entreprise.

Ce changement implique également l'étude des parcours clients des femmes et la conception des offres produits financiers sur-mesure. Ce qui pourrait avoir un double avantage, transformer la vie des femmes et offrir une valeur commerciale aux institutions financières. Car une clientèle de plus d'un milliard de femmes, non encore connectée aux services financiers et largement sous-desservie, est concernée.

### Obstacles à l'inclusion financière des femmes

Obstacles du côté de la demande et des normes sociales	Obstacles du côté de l'offre	Obstacles juridiques et réglementaires
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de pouvoir de négociation au sein du ménage</li> <li>• Concentration dans les activités économiques moins rémunératrices</li> <li>• Concurrence du travail domestique non rémunéré</li> <li>• Manque d'actifs pour obtenir des garanties</li> <li>• Absence de pièces d'identité officielles</li> <li>• Mobilité réduite en raison des contraintes de temps et des normes sociales</li> <li>• Baisse du taux de possession de téléphones mobiles chez les femmes</li> <li>• Baisse des taux de maîtrise du numérique chez les femmes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Offre de produits inappropriés</li> <li>• Absence de politiques et de pratiques différenciées par genre pour la conception et la commercialisation des produits</li> <li>• Canaux de distribution inappropriés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exigences en matière d'ouverture de compte pénalisant les femmes</li> <li>• Obstacles à l'obtention d'une pièce d'identité officielle</li> <li>• Obstacles juridiques à la propriété et à l'héritage de biens et d'autres garanties</li> <li>• Absence de systèmes d'évaluation du crédit qui tiennent compte des différences par genre</li> <li>• Manque de données sur le marché et les utilisateurs pour la conception d'interventions politiques ciblées</li> </ul>

Photo microsave-DR



*Kate Assi-Okoué et Ariane Kouassi, MicroSave consulting (MSC)*

MSC est une société de conseil internationale spécialisée en inclusion financière, économique et sociale, possédant 11 bureaux en Afrique et en Asie.

# ACCESS TO FUNDING: THE ULTIMATE STRUGGLE FOR WOMEN



**I**n sub-Saharan Africa, 45 percent of women lack official identification, and 37 percent have a bank account (compared with 48 percent of men). Similarly, women very often have little capital to start their business and are less likely to benefit from private investment capital. Banks require collateral that women often do not have.

In addition, women are typically risk-averse, financially illiterate, and fearful of failure, which very often prevents them from applying for loans. They also face a lack of family support as well as a lack of training to develop the skills needed to effectively run a business.

**« When women have access to finance and markets, they contribute significantly to the well-being of their families. »**

Personal constraints (family projects, spouse's professional projects, family responsibilities) and the poor integration of women into business networks are other obstacles.

The banks' lack of understanding of women's businesses or the market niches they occupy also explains their difficult access to financing.

All of these challenges have a negative impact on African women entrepreneurs' access to finance. Especially amid the current global health crisis of COVID-19, women entrepreneurs are finding it difficult to mobilize funds to maintain their activities, as investors have limited funding in light of the general slowdown in activity.

Yet, when women entrepreneurs are able to access financing and markets, they make a significant contribution to the well-being of their families. This is because they prioritize their children's education by mobilizing savings. They also partic-

ipate in the economic development of their countries through the creation of businesses, and therefore jobs and wealth.

## **Initiatives to boost access to finance for Women**

To promote women's access to financing, actions must be undertaken. Governments should put in place policies and regulations on financial inclusion that are favorable to them. In this regard, several initiatives have emerged in some countries on the continent, such as the Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) program.

AFAWA is an initiative of the African Development Bank (AfDB) that aims to fill the estimated \$42



Photo microsave

billion financing gap affecting women in Africa. The initiative is in early discussions with financial institutions in West Africa. It also made an anchor investment of \$12.5 million in Alitheia IDF Managers (AIM), the first-of-its-kind private equity fund managed by experienced female fund managers that invests in high-growth women-owned and -led SMEs in Africa.

In 2018, AFAWA provided technical assistance to various banks and partnered with Entrepreneurium Foundation to train 1,000 women entrepreneurs across the continent in business model development and financial planning.

This was done to provide them with the resources needed to easily access financing.

**« Financial institutions should consider creating banking procedures that are favorable to women, such as canceling minimum balances. »**

Investment funds dedicated to women, such as Janngo (a women-led venture capital fund that invests 50% of its revenues in start-ups founded, co-founded or benefiting women), will multiply. In Côte d'Ivoire, the government, in 2017, set up a fund for the promotion of SMEs and women's entrepreneurship with a budget of 5 billion FCFA. This fund aims to facilitate access to bank credit for women entrepreneurs, including start-ups, in all sectors of activity. The initiative helps stimulate financing for women, which will advance financial inclusion.

Financial institutions should not remain on the sidelines of these initiatives, considering the creation of banking procedures that are favorable to women, such as the cancellation of minimum balances and the inclusion of other forms of collateral that are more accessible to women.

In addition, financial institutions would benefit from developing products and services entirely for women that take their needs into account and should consider important aspects such as product simplicity or reliability in their designs.

To that end, the design of financial services should be accompanied by financial education programs that enable women entrepreneurs to develop appropriate financial skills.

In short, the goal will be to improve understanding of financial services while raising awareness of the risks involved in order to promote autonomous and responsible financial decision-making. It is with this in mind that the Digital Finance Hub was created to provide everyone with tools adapted to the development of their business.

This change also involves studying women's customer experience and designing tailor-made financial product offers. This could have a double benefit, transforming women's lives and offering commercial value to financial institutions. Because a customer base of more than one billion women, not yet connected to financial services and largely underserved, is concerned.



*Kate Assi-Okoué and Ariane Kouassi, MicroSave consulting (MSC)*

MSC is an international boutique consulting firm specializing in financial, economic and social inclusion, with 11 offices in Africa and Asia.

Paula Ingabire, ministre rwandaise des technologies de l'information et des communications et de l'innovation

# “LES FEMMES SONT UN PILIER ESSENTIEL DE LA SOCIÉTÉ ET CONTRIBUENT DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE AUX ÉCONOMIES”

**L**e Rwanda, pays champion du monde en termes de parité sur la scène politique, a placé les Tics au cœur de son modèle de développement. Et les femmes jouent un rôle clé dans cette stratégie. Explications avec Paula Ingabire, une femme à cœur des ambitions digitales rwandaises.

**Madame la Ministre, avant de commencer, pourriez-vous nous parler de vous, de votre parcours ?**

Je m'appelle Paula Ingabire, je suis une passionnée de technologie, une épouse et mère de trois enfants. J'ai été nommée ministre des TIC et de l'innovation en octobre 2018, après avoir obtenu mon diplôme de l'école d'ingénieurs du MIT.

Avant cela, j'ai été chef du département de développement des entreprises de TIC au Conseil de développement du Rwanda, où j'ai dirigé la mise en œuvre des programmes nationaux de TIC et coordonné le projet de la ville d'innovation de Kigali, un programme phare du gouvernement conçu pour favoriser et

renforcer un écosystème panafricain de l'innovation au Rwanda.

**Vous êtes à la tête d'un ministère stratégique pour le Rwanda, un pays qui a mis les TIC au cœur de son modèle de développement économique. Avec quel impact?**

Le développement et les investissements du Rwanda dans le domaine des TIC ont eu un impact énorme sur le développement socio-économique du pays, avec aujourd'hui une contribution allant jusqu'à 5 % du PIB du Rwanda.

L'utilisation de la technologie, de ses outils et de ses applications a contribué à propulser la croissance de nombreux secteurs clés, comme, tout d'abord, le secteur de la prestation de services. La digitalisation des services a fortement amélioré le secteur de la prestation de services en augmentant la transparence, l'efficacité et la productivité, mais aussi le confort d'utilisation en permettant aux citoyens d'économiser du temps

**“ Un quota d'admission de 50% dans certains programmes STIM comme pour la Rwanda Coding Academy, une école modèle conçue pour être le centre d'excellence de la formation au codage au Rwanda dans le but de produire une expertise locale en matière de développement de logiciels, de cyber sécurité et de systèmes embarqués**



**Paula Ingabire, ministre des technologies de l'information et de la communication et de l'innovation du Rwanda, pays champion du monde en termes de parité où les femmes sont également à l'avant-garde de cette révolution technologique faite au Rwanda ...**

Photo crédit Ministre des TIC Rwanda-RR

et de l'argent. Ensuite, le secteur de la santé. L'utilisation de drones pour la livraison de produits médicaux dans les zones mal desservies a considérablement réduit les taux de mortalité infantile et de mortalité. Le secteur de l'éducation, avec des programmes tels que « One Laptop per Child » (OLPC), lancé en 2008, et l'initiative « Smart Classrooms », a cherché à stimuler l'accès à ces dispositifs dans les écoles rurales. En 2017, 44 % des écoles primaires et 60,2 % des écoles secondaires avaient accès aux TIC pour l'enseignement et l'apprentissage de contenus de qualité. Le secteur financier également. En

Afrique, il est plus facile d'avoir un téléphone portable que d'ouvrir un compte bancaire. L'argent mobile favorise l'inclusion financière dans les pays en développement, en offrant aux utilisateurs un accès aux services financiers au bout des doigts et une stabilité financière contribuant ainsi à la croissance économique du continent en général. (Le taux de pénétration de la téléphonie mobile au Rwanda est de 79,8 %). Enfin, la collecte et l'analyse de données par le biais de technologies (telles que l'IdO) offrent de nouvelles perspectives et des informations plus précises pour relever les défis des

Paula Ingabire est une rwandaise passionnée de technologie, qui occupe actuellement le poste de ministre des TIC et de l'innovation au sein du gouvernement rwandais. Avant sa nomination au poste de ministre, elle a été chef du département de développement des entreprises de TIC au Conseil de développement du Rwanda (RDB) où elle a dirigé la mise en œuvre de programmes nationaux de TIC, notamment l'administration en ligne et la cybersécurité, ainsi que la coordination du projet « Kigali Innovation City », un programme phare du gouvernement conçu pour favoriser et renforcer un écosystème d'innovation panafricain au Rwanda.

La ministre Ingabire a par ailleurs coordonné la création de Smart Africa, une initiative qui cherche à exploiter l'infrastructure à large bande comme moteur de la croissance socio-économique de l'Afrique.

Diplômée de l'école d'ingénierie du Massachusetts Institute of Technology et de la Sloan School of Management, et titulaire d'une licence en ingénierie informatique et en technologie de l'information de l'université du Rwanda, Paula a été nommée en 2019 par Apolitical parmi les 20 personnes les plus influentes du monde en matière de gouvernement numérique. Elle siège au conseil d'administration du Global Council of the World Summit Award, au conseil de la cyber-sécurité du Forum économique mondial, au conseil consultatif du réseau mondial du Centre pour la quatrième révolution industrielle et au conseil d'administration du WEF. En janvier 2021, Paula Ingabire a été nommée membre fondateur du conseil d'administration de l'Alliance EDISON.

communautés et, par conséquent, éclairer les décideurs politiques en matière de bonne gouvernance, pour n'en citer que quelques-uns.

Un pays au cœur de l'innovation dans ce contexte de pandémie : robots dans les aéroports et les hôpitaux, bracelets électroniques pour s'assurer du respect de l'auto-confinement par les visiteurs...

La nouvelle pandémie de la covid-19 a en effet apporté de nouvelles innovations technologiques et de nouvelles façons d'explorer les ressources technologiques déjà disponibles afin de répondre aux besoins urgents des communautés. L'utilisation de la technologie et l'innovation sont l'une des principales raisons qui expliquent les faibles taux de contamination de covid-19 et son taux de mortalité (1,4 % aujourd'hui). Les mesures de quarantaine et de distanciation sociale étant les mesures de prévention les plus efficaces, nous avons tous dû nous tourner vers la technologie pour assurer la continuité de nos activités personnelles et professionnelles. Pour en citer quelques exemples, deux types différents de robots déployés dans des lieux à haut risque tels que l'aéroport et les centres de traitement protègent les travailleurs de première ligne de la contamination en limitant leurs

**« L'accès à la technologie est un outil unique pour les femmes pour accéder et partager l'information comme jamais auparavant, pour accéder facilement aux services d'éducation et de santé et pour générer des revenus »**

contacts avec les patients et les porteurs potentiels du virus, et en désinfectant les zones à haut risque. Les drones ont soutenu la diffusion de messages sur les mesures préventives auprès des communautés. FabLab Rwanda, à l'origine un atelier de fabrication numérique qui a produit des solutions matérielles pour résoudre les problèmes des communautés, a réalisé le prototype

de ce qui a été le premier écran facial à être fabriqué localement et produit aujourd'hui des équipements de protection individuelle (EPI).

**Un pays champion du monde en termes de parité où les femmes sont également à la pointe de cette révolution technologique faite au Rwanda ... Cela dit, des défis restent à relever en termes de renforcement des capacités, d'accès au financement... Comment soutenez-vous les femmes du numérique au Rwanda ?**

Le gouvernement rwandais a fixé des objectifs nationaux pour les femmes dans le secteur des TIC en élaborant une politique nationale en matière de genre et l'intégration du genre dans le secteur des TIC afin de donner un aperçu genre de la sensibilité du secteur des TIC aux politiques nationales en matière de TIC et de la mise en œuvre par le Rwanda des engagements nationaux, régionaux et internationaux pertinents en matière de genre dans le secteur, ainsi que d'éclairer les politiques et les programmes futurs.

D'autres mécanismes visant à soutenir les femmes dans les TIC et les STIM de manière plus générale ont été aussi mis en place, tels qu'un quota d'admission de 50 % dans certains programmes de STIM comme l'Académie de codage du Rwanda, un modèle d'école conçu pour être le centre d'excellence de la formation au codage au Rwanda, dans le but de produire une expertise locale en matière de développement de logiciels, de cyber sécurité et de systèmes intégrés.

Chaque année, nous organisons une campagne de sensibilisation des femmes aux TIC, dans le cadre de laquelle nous invitons les femmes des zones rurales à comprendre leurs différents contextes et leurs besoins réels, et à proposer des moyens de les résoudre grâce à l'utilisation de la technologie. Certaines de ces activités consistent à former les femmes





**Le gouvernement rwandais a fixé des objectifs nationaux pour les femmes dans les TIC**  
Credit photo gouvernement rwandais-DR

et à les sensibiliser à la nécessité de fréquenter davantage de centres de formation numérique autour d'elles afin d'accroître leurs compétences numériques et d'adopter l'utilisation d'appareils TIC tels que les téléphones intelligents dans leurs activités quotidiennes et professionnelles.

Je voudrais également mentionner l'initiative «Girls in ICT» dont je fais partie, un groupe de femmes, jeunes et moins jeunes, professionnelles et étudiantes, qui sont passionnées par les STIM et qui se sont réunies pour inciter davantage de filles à rejoindre ces domaines passionnants. Cette initiative a été fondée en décembre 2011 lorsque le Rwanda a décidé de se joindre au reste du monde pour célébrer la journée internationale des filles dans les TIC de l'UIT, qui a lieu chaque dernière semaine d'avril. Cette même initiative a donné naissance à MsGeek Africa, un concours continental annuel d'entrepreneuriat destiné à inspirer les étudiantes en STEM à réfléchir de manière critique et à concevoir des solutions aux problèmes rencontrés par leurs communautés.

Nous travaillons en étroite collaboration avec les partenaires de développement et les parties prenantes afin de mettre en place les bonnes plateformes pour encourager les femmes déjà engagées dans les STIM ou intéressées à les rejoindre. Nous avons le «Tech Kobwa Boot Camp», un camp d'entraînement d'une semaine qui rassemble des lycéennes, en particulier dans les écoles secondaires éloignées où l'accès à la technologie et aux ordinateurs est très limité. Cette semaine, les jeunes filles ont la possibilité d'acquérir des connaissances de base en programmation, Internet et d'autres compétences informatiques. Le concours Innovate4Women, un concours ouvert aux hommes et aux femmes visant à élaborer des solutions aux problèmes spécifiques des femmes. Le Girls Tech Talk, un rassemblement virtuel mensuel pour les femmes dans le domaine des TIC, destiné aux jeunes filles et autres femmes professionnelles, afin de les encourager à s'engager dans les domaines des STIM et à rejoindre des professions dans les TIC.

### **Pour conclure, pourquoi est-il si important de soutenir les femmes du numérique au Rwanda, en Afrique plus largement ?**

Les femmes représentent la majorité de la population, au Rwanda (51,8%) et en Afrique en général (51,1%). Les femmes sont un pilier essentiel de la société et contribuent de manière significative aux économies en tant que productrices de denrées alimentaires, gestionnaires de ressources naturelles, entrepreneurs, employées et, dans le contexte africain particulier (comme c'est le cas dans de nombreux pays en développement), elles jouent le plus grand rôle dans la prise de décisions pour le bien-être de leur famille.

Pour atteindre l'égalité des sexes, le développement durable et les ODD, l'autonomisation des femmes est essentielle et l'accès à la technologie fournit aux femmes un outil unique pour accéder et partager l'information comme jamais auparavant, pour accéder facilement aux services d'éducation et de santé, et pour créer des revenus.

Paula Ingabire, Minister of Information and Communications Technology and Innovation, Rwanda

# “WOMEN ARE A CRITICAL PILLAR OF SOCIETY AND KEY CONTRIBUTORS TO ECONOMIES”

**R**wanda, a world champion country in terms of parity on the political scene, has positioned ICTs at the heart of its development model. And women play a key role in this strategy. Explanations with Paula Ingabire, a woman at the forefront of Rwanda’s digital ambitions.

**Madam Minister, before we begin, could you tell us about yourself, your background?**

My name is Paula Ingabire, I am a tech-enthusiast, a wife and mother of three. I was appointed Minister of ICT and Innovation in October 2018, after I graduated from MIT’s school of engineering.

Prior to that, I served as the Head of the ICT Business Development Department at the Rwanda Development Board where I led the implementation of National ICT programs and I coordinated the Kigali Innovation City Project, a flagship program of the

Government designed to nurture and strengthen a Pan-African Innovation eco-system in Rwanda.

**You are at the head of a strategic ministry for Rwanda, a country that has put ICTs at the heart of its economic**

**development model. With what impact?**

Rwanda’s ICT development and investments have had a huge impact on the socio-economic development of the country, with today a contribution of up to 5% to Rwanda’s GDP.

The use of technology, its tools and applications have helped propel the growth of multiple key sectors such as, first, the service delivery sector. Services digitization has highly improved the service delivery sector by increasing

**“ a 50% admission quota in certain STEM programs like for the Rwanda Coding Academy, a model school designed to be the center of excellence in coding training in Rwanda with the aim of producing local expertise in software development, cyber security, and embedded systems**



**Paula Ingabire, Minister of Information and Communications Technology and Innovation of Rwanda, a world champion country in terms of parity where women are also at the forefront of this technological revolution made in Rwanda ..**

Photo credit Minister of ICT Rwanda-RR

transparency, efficiency and productivity but also convenience by saving citizens time and money. Then, the Health sector. The use of drones for medical products delivery in underserved areas has greatly lowered the rates of infant and mortality rates. Education sector with programs such as One Laptop per Child (OLPC), launched in 2008, and the Smart Classrooms initiative have sought to boost access to devices in rural schools. In 2017, 44% of primary

schools, and 60.2 % of secondary schools had access to ICT for teaching and learning quality content. Finance sector also. In Africa, it is easier to access a mobile phone than it is to open a bank account. Mobile money is driving financial inclusion in developing countries, by offering users access to financial services at the tip of their fingers and financial stability consequently contributing to the economic growth of the continent in general. (Mobile

Paula Ingabire is a Rwandan technology enthusiast, who currently serves as the Minister of ICT and Innovation in the Government of Rwanda. Prior to her appointment as Minister, she served as Head of the ICT Business Development Department at the Rwanda Development Board (RDB) where she led the implementation of National ICT programs notably eGovernment and Cyber Security; as well as the coordinator of the Kigali Innovation City Project, a flagship program of the Government designed to nurture and strengthen a Pan-African Innovation eco-system in Rwanda.

Minister Ingabire coordinated the creation of Smart Africa, an initiative that seeks to leverage broadband infrastructure as a driver for Africa's socio-economic growth.

A graduate of the Massachusetts Institute of Technology's School of Engineering & Sloan School of Management, in the System Design and Management program and holds a BS in Computer Engineering and Information Technology from the University of Rwanda; Paula was named in 2019 by Apolitical among the Top 20 of the World's 100 most influential people in digital government. She serves on the Global Council of the World Summit Award Board of Directors, World Economic Forum Cyber Security Board, the Centre for the Fourth Industrial Revolution Global Network Advisory Board and the WEF Board of Trustees. In January 2021, Paula Ingabire has been named founding board member of the EDISON Alliance.

penetration in Rwanda stands at 79.8%). Last but not least, Data Driven Decision Making. The collection and analysis of data through technologies (such as IoT) is offering new perceptives and more accurate information to tackle communities challenges and hence inform policy and decision making for good governance. Only to name a few.

**A country at the heart of innovation in this pandemic context: robots in airports and hospitals, electronic bracelets to ensure the self-containment of visitors...**

Indeed, the new pandemic of the covid-19 has influenced new technological innovations and new ways to explore the already available tech resources in order to respond to the pressing needs of the communities. The use of technology and innovation are one of the main reasons behind our low rates in contamination of the covid-19 virus and its death rate (1.4% today). With quarantine and social distancing mea-

**“ Access to technology is providing a unique tool for women to access and share information like never before, to easily access educational and health services, and to generate income**

sures being the most effective prevention measures, we all had to turn to technology for personal and professional business continuity. A few examples, two different types of robots deployed at high risk locations such as the airport and treatment centers are protecting frontliners from contamination by limiting their contact with patients and potential carriers of the virus, and by disinfecting high risk areas. Drones supported the dissemination of messages on preventive mea-

sures to the communities. FabLab Rwanda, initially a digital fabrication innovation that produced hardware solutions to solve community challenges, prototyped what was the first face shield to be made locally and today produces personal protective equipment (PPE).

**A world champion country in terms of parity where women are also at the forefront of this technological revolution made in Rwanda ...That said, challenges remain in terms of capacity building, access to financing... How do you support digital women in Rwanda?**

The GoR has set national targets for women in ICT through the development of a national gender policy and the ICT Sector Gender Profile to provide a gender snapshot of the ICT sector responsiveness of national ICT policies and Rwanda’s implementation of relevant national, regional and international gender commitments in the sector as well as inform future policy formulation and program development.

Additionally, other mechanisms to support women in ICT and STEM more broadly have been put in place such as a 50% admission quota in certain STEM programs like for the Rwanda Coding Academy, a model school designed to be the center of excellence in coding training in Rwanda with the aim of producing local expertise in software development, cyber security, and embedded systems.

Annually, we host a Women in ICT awareness campaign, where we engage women in rural areas to understand their different contexts





The GoR has set national targets for women in ICT

and actual needs, and propose ways to solve them through the use of technology. Some of the activities involve training of women and sensitization to attend more digital training centers around them in order to increase their digital skills and adopt usage of ICT devices like smart phones in their daily activities and business.

I would like to also mention the Girls in ICT initiative which I am part of, a group of women, young and old – professionals and students, who are passionate about STEM and have come together to inspire more girls to join these exciting fields. It was founded in December 2011 when Rwanda decided to join the rest of the world in celebrating the international ITU Girls in ICT day which happens every last week of April. This same initiative initiated the MsGeek Africa an annual continental entrepreneurship competition designed to inspire female

students in STEM to think critically and design solutions to issues faced by their communities.

We work closely with development partners and stakeholders in order to put in place the right platforms to encourage women already in STEM or interested in joining. We have the Tech Kobwa Boot Camp, a one-week boot camp gathering high school girls especially from remote high schools where access to technology and computer is very limited. In that week, the girls have the chance to learn basic programming, internet and other computer skills. Innovate4Women competition, an open competition to both men and women aiming at development of solutions tackling issues faced by women specifically. The Girls Tech Talk, a monthly virtual gathering for women in ICT to engage with young girls and other professional women to encourage them to embrace STEM fields and join ICT careers.

Photo credit Rwanda government-RR

### **To conclude, why is it so important to support digital women in Rwanda, in Africa more broadly?**

Women account for the majority of the population, in Rwanda (51.8%) and in Africa in general (51.1%). Women are a critical pillar of society and key contributors to economies as producers of food, managers of natural resources, entrepreneurs, employees and in the particular African context (as it is in many developing countries) they play the largest role in decision-making for their family's wellbeing.

To achieve gender equality, sustainable development and the SDGs, women's empowerment is critical and access to technology is providing a unique tool for women to access and share information like never before, to easily access educational and health services, and to generate income.

Boutheina Guermazi, directrice pour le Développement numérique à la Banque mondiale

# “LES FEMMES ET LES HOMMES DOIVENT AVOIR LES MÊMES OPPORTUNITÉS D’ACCÈS AU NUMÉRIQUE”

**L**A Tunisienne Boutheina Guermazi est ce qu’on pourrait appeler “Mme numérique” de la Banque mondiale, institution qu’elle a rejoint en 2004. Dans cette interview, elle évoque son expérience dans le secteur du numérique, sa mission au sein de la Banque mondiale, et surtout l’importante que cette dernière accorde à l’inclusion numérique des femmes, des populations pauvres et des communautés rurales. Interview.

**Avant d’évoquer les femmes et le numérique, parlez-nous de vous : votre parcours et votre mission au sein du département numérique à la Banque mondiale...**

Je suis née et grandi en Tunisie, pays qui mise aujourd’hui beaucoup sur la transformation numérique. Dès 1999, la Tunisie avait créé une commission nationale du commerce électronique. Une décennie plus tard, en 2018, le pays a adopté le « Startup Act », un cadre réglementaire inédit visant à promouvoir l’entreprenariat numérique. Mais la région du Moyen-Orient et de l’Afrique du Nord a encore du chemin à faire pour promouvoir l’inclusion numérique, où 280 millions d’individus n’ont pas encore la possibilité de tirer parti des technologies numériques. Or, la pandémie nous a montré combien l’accès au numérique est important. Lorsque j’étais étudiante, l’Internet était à ses premiers pas, et j’ai jeté mon dévolu sur le droit public. C’est au cours de mes études que j’ai développé mon intérêt pour la régulation des télécommunications, un domaine que j’ai approfondi en complétant mon doctorat à McGill.

« Mes équipes soutiennent les gou-

vernements des pays en voie de développement afin qu’ils accélèrent leur transformation numérique »

Après un passage à l’Union internationale des télécommunications (UIT), j’ai rejoint la Banque mondiale en 2004 en tant qu’experte des politiques de soutien au secteur des technologies de l’information et de la communication. Concrètement, mon rôle était d’appuyer les gouvernements africains dans leur plan d’expansion de l’accès à la téléphonie mobile et à Internet pour toutes et tous. A l’époque, il s’agissait littéralement de connecter certains pays au World Wide Web.

J’ai progressivement évolué dans des rôles de management jusqu’à devenir la directrice en charge de développement numérique. En quelques années, notre approche a changé pour suivre les évolutions du secteur. D’ailleurs, il est plus juste de parler d’économie numérique que de secteur numérique puisque tous les secteurs sont aujourd’hui « irrigués » par l’innovation numérique.

Mes équipes soutiennent les gouvernements des pays en voie de développement afin qu’ils accélèrent leur transformation numérique, tout en insistant sur l’inclusion numérique, no-

tamment celle des femmes, des populations les plus pauvres, des communautés rurales, des jeunes et des personnes en situation de handicap.

**Dans le cadre de votre mission, avez-vous un programme relatif aux femmes entrepreneures numériques ? Quels sont les défis auxquels ces femmes sont confrontées et comment mieux les soutenir ? Comment vous, à travers la Banque mondiale, les accompagnez-vous ?**

Promouvoir l'accès des femmes et des filles au numérique constitue le cœur de notre mission, et nos projets cherchent systématiquement à inclure la dimension du genre. Nous venons d'ailleurs de finaliser notre stratégie sur l'accès des femmes au numérique qui met notamment l'accent sur l'importance des compétences numériques pour promouvoir l'entrepreneuriat des femmes. Ceci est d'autant plus important dans le contexte actuel où le numérique joue un rôle absolument fondamental en facilitant l'accès à des services essentiels comme l'éducation, la santé ou les allocations monétaires.

Par exemple, au Nigeria, dans l'Etat de Kaduna, Click on Kaduna, un programme pilote financé par la Banque mondiale avec le soutien de la fondation Rockefeller, a offert des formations aux métiers numériques à des jeunes femmes. Celles-ci avaient aussi accès à des repas gratuits et la possibilité de faire garder leurs enfants, car il est essentiel de prendre en compte le contexte social qui empêche souvent les femmes de suivre telles formations.

Pendant la pandémie, nous avons constaté qu'un grand nombre de jeunes femmes qui avaient suivi ce programme ont pu continuer à travailler grâce à leurs compétences nouvellement acquises. Ce programme fut un tel succès qu'il sera étendu. Un programme similaire a également été mis en place au Kosovo dans le cadre du programme WoW (Women in online Work).

Enfin, nous avons établi un partenariat avec CES, le grand Salon de la tech, et lancé le *Global Tech Challenge : Solutions for Women*, qui vise à réduire la fracture numérique entre hommes et femmes. Les vainqueurs de ce tech challenge sont 3 organisations qui sont



**Boutheina Guerhazi, directrice pour le développement numérique à la Banque Mondiale**

Credit photo Banque Mondiale-DR



**En tant que femme évoluant dans l'univers de la tech, je trouve inconcevable de vivre dans un monde à deux vitesses où les femmes et les filles n'ont pas autant d'opportunités que les hommes en matière d'accès au numérique**

parvenues à démocratiser l'accès à Internet et booster l'entrepreneuriat féminin : Bridge for Billions, MicroMentor et Soochnapreneur.

**C'est à ce titre que vous avez rejoint l'aventure JFD Afrique...**

C'est un grand honneur pour moi que de faire partie de cette aventure. En tant que femme évoluant dans l'uni-

vers de la tech, je trouve inconcevable de vivre dans un monde à deux vitesses où les femmes et les filles n'ont pas autant d'opportunités que les hommes en matière d'accès au numérique. Ceci est d'autant plus vrai que les inégalités numériques exacerbent d'autres inégalités comme l'accès au marché du travail, à l'éducation, à la santé et aux finances.

**Pour conclure, les femmes entreprennent en Afrique non pas par vocation mais par nécessité, et très majoritairement dans l'informel. Qu'est-ce que le numérique offre comme opportunités aux femmes entrepreneures en Afrique ?**

C'est exactement ce qu'il faut changer. Il ne s'agit pas simplement de donner aux filles et aux femmes un accès aux technologies numériques. Il faut faire en sorte qu'elles ne deviennent pas simplement utilisatrices mais actrices du numérique et créatrices de contenu et de revenus.

Connecter les femmes entrepreneures au numérique, c'est leur ouvrir des marchés et des opportunités.

Boutheina Guerhazi, the World Bank's Director of Digital Development (DD)

# “WOMEN AND MEN MUST HAVE THE SAME OPPORTUNITIES TO ACCESS DIGITAL TECHNOLOGY”

**T**unisian Boutheina Guerhazi is what one might call “Ms. Digital” of the World Bank, an institution she joined in 2004. In this interview, she talks about her experience in the digital sector, her mission within the World Bank, and especially the importance the Bank places on the digital inclusion of women, poor populations and rural communities. **Interview.**

**Before talking about women in digital, tell us about yourself: your career and your mission in the digital development department at the World Bank?**

I was born and grew up in Tunisia, a country that is now relying heavily on digital transformation. As early as 1999, Tunisia had created a national commission for electronic commerce. A decade later, in 2018, the country adopted the “Startup Act”, a new regulatory framework to promote digital entrepreneurship. Yet, the Middle East and North Africa region, where 280 million people still do not have the opportunity to take advantage of digital technologies, still has some way to go to promote digital inclusion. The pandemic has shown us how important digital access is. When I was a student, the Internet was in its infancy, and I set my sights on public law. It was during my studies that I developed my interest in telecommunications regulation, a field I furthered by completing my PhD at McGill.

« My teams support the governments of developing countries to accelerate their digital transformation »

After a stint at the International Telecommunication Union (ITU), I joined the World Bank in 2004 as an ICT policy specialist. Specifically, my role was to support African governments in their plans to expand access to mobile telephony and the Internet for all. At the time, this literally meant connecting some countries to the World Wide Web.

I gradually moved into management roles until I became the director of digital development. Within a few years, our approach changed to keep up with the changes in the sector. Moreover, it's more accurate to talk about the digital economy than the digital sector, since all sectors are now “irrigated” by digital innovation.

My teams support the governments of developing countries to accelerate their digital transformation, while emphasizing digital in-

clusion, especially for women, the poorest populations, rural communities, youth and people with disabilities.

**Do you have a program for women digital entrepreneurs, as part of your mission? What challenges do these women face and how can you better support them? How do you, through the World Bank, support them?**

Promoting access to digital technology for women and girls is at the heart of our mission, and our projects systematically seek to include the gender dimension. In fact, we have just finalized our strategy on women's access to digital technology, which emphasizes the importance of digital skills to promote women's entrepreneurship. This is all the more important in the current context where digital technology plays an absolutely fundamental role in facilitating access to essential services such as education, health or monetary allowances.

For example, in Nigeria, in Kaduna State, Click-on Kaduna, a pilot program funded by the World Bank with the support of the Rockefeller Foundation, has offered digital skills training to young women. They also had access to free meals and childcare, as it is essential to take into account the social context that often prevents women from taking such training.

During the pandemic, we found that many of the young women who had completed this program were able to continue working with their newly acquired skills. This program was so successful that it will be expanded.

A similar program has also been set up in Kosovo under the WoW (Women in online Work) program.

Finally, we have established a partnership with CES, the major technology trade show, and launched the Global Tech Challenge: Solutions for Women, which aims to reduce the digital divide



**Boutheina Guerhazi, the World Bank's director of digital development**

Photo credit World Bank-RR

“

**My teams support the governments of developing countries to accelerate their digital transformation**

between men and women. The winners of this tech challenge are three organizations that have succeeded in democratizing Internet access and boosting women's entrepreneurship: Bridge for Billions, MicroMentor and Sochnpreneur.

**It is from this perspective that you joined the JFD Africa adventure...**

It is a great honor for me to be part of this adventure. As a woman in the tech world, I find it incon-

ceivable to live in a two-tier world where women and girls don't have as many opportunities as men to access the digital world. This is all the more true since digital inequalities exacerbate other inequalities such as access to the labor market, education, health and finance.

**In conclusion, women in Africa undertake business not by vocation but by necessity, and the vast majority of them are in the informal sector. What opportunities does digital technology offer to women entrepreneurs in Africa?**

This is exactly what needs to change. It's not just about giving girls and women access to digital technologies. It's about ensuring that they don't just become users, but digital actors and creators of content and income. Connecting women entrepreneurs to digital technology means opening up markets and opportunities for them.

Elizabeth Tchoungui Directrice exécutive, RSE, Diversité et Solidarité du Groupe Orange, Présidente déléguée de la Fondation Orange

# “LA MIXITÉ EST UN LEVIER TRÈS FORT D’INNOVATION SOCIALE ET TECHNOLOGIQUE”

**A** l’occasion du 1er Orange Talk Show, organisé le 8 mars sur le thème « Les femmes, créatrices de valeur pour le numérique et pour le monde », Elizabeth Tchoungui décrit l’engagement du groupe de télécoms français en faveur de l’inclusion des femmes.



Dans ses écoles de coding, Orange a formé 20 000 jeunes dont 20% de femmes

Credit photo Orange-DR

## **Vous organisez le 8 mars le 1er Orange Talk Show. En quoi consiste ce nouveau RDV ?**

Déjà avant de rejoindre le groupe Orange, l’égalité homme-femme a toujours été au cœur de mes engagements. La question des femmes dans le numérique est un véritable enjeu de

société. 5% des codeurs dans le monde sont des femmes. 30% des métiers de 2030 n’existent pas encore et seront liés au numérique. En termes d’enjeu pour l’employabilité et sur l’Afrique en termes d’autonomisation des femmes, le numérique est au cœur.

Cette émission, organisée à l’occasion de la Journée internationale de la

femme le 8 mars, est en réalité le teaser d’un événement d’une plus grande ampleur qui se tiendra, si les conditions sanitaires le permettent, au dernier trimestre de l’année.

En effet, dès mon arrivée, j’ai lancé un programme, Hello Women, qui a démarré en novembre, pour répondre à nos enjeux de féminisation

des métiers du numérique au sein du groupe. Un enjeu également **technologie** alors que l'on compte seulement 20% de femmes dans les métiers tech. L'idée est de sélectionner un certain nombre de partenaires pour répondre à nos enjeux de recrutement. Sachant que cela démarre dès le secondaire, on a donc besoin de sensibiliser les lycéennes aux métiers du numérique, parce que le plafond de verre commence là. Ensuite, il faut les mentorer, proposer des programmes de reconversions... Par exemple, parmi les partenariats mis en place, il y en a un avec l'ONG Techfugees, qui donne la possibilité à des femmes, réfugiées en France, qui ont des compétences dans le digital, de se réinsérer dans des entreprises de la Tech en France.

Et ce talk du 8 mars va donc présenter les enjeux de la question de la promotion des femmes dans le numérique, les freins et comment les lever.

**Comment le groupe Orange, très présent en Afrique, notamment dans la zone francophone, et particulièrement engagé dans le volet formation, participe-t-il à la promotion des femmes dans le numérique ?**

Il y a en effet ce programme Hello Women, programme phare qu'on a lancé en novembre dernier. Sur le continent, il y a plusieurs initiatives en faveur de la mixité sur le numérique. Dont le Prix Orange de l'Entreteneur Social en Afrique et Moyen-Orient (POESAM) chaque année.

En 2020, j'ai souhaité lancer un prix POESAM féminin qui récompense soit une startuppeuse, soit une développeuse. On est parti d'un constat : l'Afrique est le premier continent de l'entreprenariat féminin et en même temps le numérique et le secteur où elles peuvent trouver le plus de valeur ajoutée. Ce prix est une des initiatives que nous menons.

Il y a également nos écoles de codage, dans 14 pays de la zone Afrique et Moyen-Orient, nous y avons formé 20 000 jeunes dont 20% de femmes. Et le nouveau programme, navire ami-

ral de nos engagements sociétaux, les Orange Digital Center (ODC, le premier à Tunis, puis à Dakar, et récemment en Éthiopie), qui sont des centres d'accompagnement et de développement des compétences numériques, de la formation au codage à la création d'entreprise, avec dans chaque ODC une école du code, un FabLab solidaire, un incubateur de startup et un accélérateur de startup via notre fonds Orange Ventures Africa. Avec un objectif de 30% d'apprenantes. Tunis est allé au-delà.

En plus de ce programme, le groupe conduit plusieurs engagements sur les femmes et la tech. Au Sénégal, le Linguère Digital Challenge. Lors de mon dernier passage à Dakar, j'y ai rencontré une des lauréates, Fatou Kiné Diop, fondatrice de la startup e-Tontine. C'est ce que l'on observe : les créateurs de startups en général, les femmes en particulier, conduisent des projets très ancrés dans l'écosystème local.

Dernier point, où le groupe Orange est pionnier, la charte pour l'intelligence inclusive, lancé il y a quelques mois. Il faut savoir que seulement 12% de l'IA est développée par des femmes dans le monde. Le risque est de voir l'IA reproduire les inégalités de notre monde. Pour y remédier, cette charte, avec le fonds de dotation Arborus, qui va engager les entreprises qui veulent lutter contre les préjugés et promouvoir la diversité dans l'IA. Orange est la première signature ; entre temps, la charte a recueilli une cinquantaine de signatures.

## Hello Women, la technique au féminin

Aujourd'hui, les métiers techniques et du numérique comme la Data et l'IA, la cybersécurité, le cloud, le SI et les réseaux ou d'autres encore ont besoin d'être féminisés.

Voilà pourquoi Orange lance un appel à projets dans le cadre de son programme «Hello Women», avec comme objectif d'améliorer la mixité dans ses équipes techniques en identifiant des projets innovants et des partenaires, financés par le Groupe.

Si vous êtes une association, une ONG, une entreprise, un centre de formation, une startup... et si comme nous, vous êtes convaincus que l'absence de mixité dans ces domaines d'activité est regrettable pour les femmes car elles ne peuvent pas bénéficier d'opportunités professionnelles dans ces métiers, mais aussi pour le secteur qui se prive de leurs talents, n'hésitez pas à répondre à cet appel à projets.

Le programme est déployé uniquement en France pour le moment mais d'autres pays Orange seront embarqués à terme dans le projet, donc think big !

### Hello Women en quatre axes :

Le programme Hello Women s'articule autour de quatre axes clés pour la féminisation des métiers techniques et numériques.

- Sensibiliser les jeunes filles et les étudiantes à ces métiers
- Identifier et attirer les femmes susceptibles d'être recrutées dans ces domaines
- Reconvertir des femmes dans ces filières à forte employabilité
- Fidéliser les femmes dans leur métier technique

**Pour en savoir plus :**  
<https://orange.jobs/site/fr-stories/Hello-Women.htm>



**Elizabeth Tchoungui, Directrice exécutive RSE, Diversité et Solidarité**

Credit photo Orange-DR

## **Pourquoi un groupe comme Orange, un opérateur de télécoms s'engage sur ce terrain ? Celui de la promotion des femmes ?**

Parce que chez Orange on est persuadé - et c'est pourquoi aussi j'ai rejoint ce groupe - que la mixité est un levier très fort d'innovation sociale et technologique, et qu'il faut favoriser l'entreprenariat féminin pour un développement durable. Il n'y a pas de performance

économique sans performance durable, et pas de performance durable sans promotion de la moitié de l'humanité. Et c'est une conviction profonde et partagée dans le groupe. On a un pourcentage de femmes au sein du comité exécutif, le groupe est un des meilleurs élèves parmi les entreprises du CAC 40, avec des femmes CEO telles que Aminata Ka, 36 ans et patronne d'Orange Sierra Leone... Je crois beaucoup au rôle-modèle, et on a de très beau rôle-modèle chez Orange.

Elizabeth Tchoungui est journaliste et écrivaine franco-camerounaise. Née aux États-Unis, elle a grandi au Cameroun, en Belgique et en Italie. Diplômée de l'École Supérieure de Journalisme de Lille, actuellement présentatrice pour France 2 (Groupe France Télévisions) et RMC STORY (Groupe Altice), Elizabeth Tchoungui fut la première journaliste africaine à présenter le journal de TV5 Monde et la première femme, après Bernard Pivot, Guillaume Durand et Franz-Olivier Giesbert, à présenter le magazine hebdomadaire culturel emblématique de France 2, première chaîne nationale publique française.

Elizabeth Tchoungui a également dirigé le service culture de France 24.

Auteure de plusieurs ouvrages, elle intervient régulièrement auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie. Elle est également membre du Parlement des écrivaines francophones.

Elizabeth Tchoungui est par ailleurs administratrice d'Action contre la Faim ainsi que du Club XXIème Siècle, think tank et do tank qui promeut la diversité par l'excellence et l'exemplarité des parcours.

Depuis le 1er septembre 2020, Elizabeth Tchoungui est directrice exécutive RSE, Diversité et Solidarité du Groupe Orange. Elle supervise notamment la politique de Responsabilité Sociale d'Orange dans le cadre des objectifs du plan Stratégique Engage 2025. Elle assure également la présidence déléguée de la Fondation Orange.

Elizabeth Tchoungui Executive Director, CSR, Diversity and Philanthropy of the Orange Group, Deputy Chair for the Orange Foundation

# “GENDER DIVERSITY IS A VERY STRONG LEVER FOR SOCIAL AND TECHNOLOGICAL INNOVATION”

**O**n the 1st Orange Talk Show on the theme “Women, creators of value for digital technology and for the world”, organized on March 8, Elizabeth Tchoungui describes the commitment of the French telecom group to the inclusion of women.



In its coding schools, Orange has trained 20,000 young people, 20% of women - Photo credit Orange-RR

**You are organizing the 1st Orange Talk Show on March 8. What is this new event?**

Even before joining the Orange Group, gender equality has always been at the heart of my commitments. The issue of women in the digital world is

a real challenge for society. 5% of coders in the world are women. 30% of the jobs of 2030 do not yet exist and will be linked to digital technology. Digital technology is at the heart in terms of what is at stake for employability and for Africa when it comes to women's empowerment.

The program, organized on International Women's Day on March 8, is in fact the teaser for a larger scale event that will be held, health conditions permitting, in the last quarter of the year.

Indeed, as soon as I arrived, I launched a program, Hello Women

that started in November to meet our challenges of feminizing the digital professions within the group. It is also a technological challenge, even though only 20% of women work in tech professions. The idea is to select a certain number of partners to meet our recruitment challenges. Bearing in mind that this starts at secondary school, we therefore need to raise awareness among high school girls about digital professions, because the glass ceiling starts there. Then, it is necessary to mentor them, to propose retraining programs... For example, one of the partnerships we have set up is with the NGO Techfugees. It gives women refugees in France who have digital skills the opportunity to reintegrate Tech companies in France.

This March 8 talk will therefore present the issues at stake in the promotion of women in the digital world, the obstacles and how to overcome them.

**How does the Orange Group, which has a strong presence in Africa, particularly in the French-speaking area, and is particularly committed to training, participate in the promotion of women in the digital world?**

There is the Hello Women program, a flagship program that was launched last November. There are several initiatives in favor of gender diversity in digital world on the continent.

**These include the annual Orange Africa and Middle East Social Entrepreneur Prize (POESAM).**

In 2020, I wanted to launch a women's POESAM prize that would reward either a female startup-founder or a female developer. We started from an observation: Africa is the leading continent for women's entrepreneurship and at the same time digital technology is the sector where they can find the most added value. This prize is one of the initiatives we are leading.

There are also our coding schools in 14 countries in Africa and the Middle East, where we have trained 20,000 young people, 20% of whom are women. There is also the new program, the flagship of our societal commitments, the Orange Digital Centers (ODC, the first in Tunis, then in Dakar, and recently in Ethiopia). They are centers to support and develop digital skills, from coding training to business creation, with in each ODC a coding school, a solidarity FabLab, a startup incubator and a startup accelerator through our Orange Ventures Africa fund. With a target of 30% female learners. Tunis has gone beyond.

Besides this program, the group steers several commitments on women and technology; the Linguère Digital Challenge in Senegal. During my last visit to Dakar, I met one of the winners, Fatou Kiné Diop, founder of startup e-Tontine. This is what we observe: startup founders in general and women in particular, lead projects that are much anchored in the local ecosystem.

The last point, where the Orange Group is leading, is the charter for inclusive intelligence that was launched a few months ago. It should be noted that only 12% of AI is developed by women in the world. AI may reproduce the inequalities of our world. To remedy this, there is this charter, with the Arborus Endowment Fund, which will engage companies that want to fight against prejudice and promote diversity in AI. Orange is

## Hello Women, women in technology

Today, tech and digital professions such as Data and AI, cybersecurity, the Cloud, IS and networks, and others, need to be feminized.

This is why Orange is launching a call for projects as part of its "Hello Women" program, with the aim of improving gender diversity in its technical teams by identifying innovative projects and partners, funded by the Group.

NGOs, companies, training centers, startups... which, like us, are convinced that the lack of gender diversity in these fields of activity is regrettable for women because they cannot benefit from professional opportunities in these professions, but also for the sector which deprives itself of their talents, are invited to respond to this call for projects.

The program is only rolled out in France for the moment, but other Orange countries will eventually be involved in the project, so think big!

### Hello Women has four axes:

Hello Women program is structured around four key axes for the feminization of technical and digital professions.

- Heightening awareness among young girls and female students of these professions
- Identifying and attracting women who are likely to be recruited in these fields.
- Retraining women in these highly employable sectors.
- Retaining women in their tech profession

Find out more:  
<https://orange.jobs/site/fr-stories/Hello-Women.htm>



**Elizabeth Tchoungui Executive Director, CSR, Diversity and Philanthropy**

the first to sign it; in the meantime, the charter has collected about fifty signatures.

**Why is a group like Orange, a telecom operator, involved in this field? Namely the promotion of women?**

Because at Orange we are convinced - and this is also why I joined the group - that gender diversity is a very strong lever for social and technological innovation, and that we must encourage women's entrepreneurship for sustain-

able development. There is no economic performance without sustainable performance and no sustainable performance without promoting half of humanity. This is a deep and shared conviction within the Group. We have a proportion of women in the executive committee; the group is one of best pupils among the CAC 40 companies, with women CEOs such as 36-year-old Aminata Ka, the CEO of Orange Sierra Leone... I believe very much in role-models and we have a very good role-model at Orange.

Elizabeth Tchoungui is a Franco-Cameroonian journalist and writer. Born in the United States, she grew up in Cameroon, Belgium and Italy. A graduate of the Lille School of Journalism, presenter for France 2 (France Televisions Group), and RMC STORY (Altice Group), she was the first African female journalist to host the daily news show on TV5 Monde, and the first woman, after Bernard Pivot, Guillaume Durand and Franz-Olivier Giesbert, to present the prime-time weekly cultural talk show on France 2, the first French national public channel. She also headed the culture department of France 24.

Elizabeth Tchoungui, who has written several books, works regularly with the International Organization of la Francophonie. She is also a member of the parliament of French women writers.

Elizabeth Tchoungui chairs the ethics committee for Action Against Hunger and is also on the board of the Club XXI<sup>e</sup> Siècle, a think and do tank promoting diversity through excellence and exemplary courses.

From 1 September 2020, Elisabeth Tchoungui is the new Executive Director CSR, Diversity and Philanthropy. In particular, she is in charge of Orange's Social Responsibility policy in line with the objectives of the Engage2025 strategic plan. She also takes on the role of Deputy Chair for the Orange Foundation.

Christelle Kwizera CEO de Water Access Rwanda

# L'EAU SOURCE D'EMPLOI POUR LES JEUNES

**C**hristelle Kwizera a créé l'entreprise Water Access Rwanda pour répondre à la fois à la problématique de l'accès à l'eau et de l'emploi pour les jeunes. Une initiative qui lui a valu de remporter le Global Citizen Prize : Cisco Youth Leadership Award 2020.

Rwandaise âgée de 27 ans, née au nord du pays dans une localité rurale, Christelle Kwizera a été très tôt confrontée au problème d'eau. Alors, même si elle a vécu et grandi à Kigali la capitale, où elle a fait ses études primaires et secondaires, elle est restée hantée par ce problème. Aussi, ce n'est pas un hasard, si, étudiante à Oklahoma Christian University, elle crée Water Access Rwanda.

## « Employer les jeunes, c'est notre solution à la crise de l'eau »

Alors, lorsqu'on lui demande pourquoi, sa réponse coule de source : « J'ai fondé Water Access Rwanda dans le but de résoudre deux problèmes majeurs que j'ai constatés dans ma communauté : le chômage chez les jeunes et la crise de l'eau ». Précisément la mission de Water Access Rwanda : « il s'agit résoudre la crise de l'eau tout en créant de l'emploi pour les jeunes. Donc employer les jeunes, c'est notre solution à la crise de l'eau ».

Pour ce faire, Christelle Kwizera souligne que toutes les solutions de son entreprise doivent être simples, abordables et durables. « C'est-à-dire que nous examinons les technologies disponibles et trouvons les moyens de les distribuer à grande échelle dans les milieux ruraux surtout pour ceux qui se trouvent au bas de la pyramide »,

indique-t-elle. Du coup, « l'accessibilité financière et la durabilité sont une partie importante de ce que nous faisons afin de résoudre en même temps et le chômage et la crise de l'eau ».

## Des innovations... tombées du ciel !

Ce qui a nécessité quelques arrangements. En effet, à l'origine l'entreprise utilisait des pompes à eau manuelles « qui se cassaient tout le temps, avec des réparations souvent coûteuses ». « Maintenant nous utilisons des canalisations à eau appelées Inuma qui délivrent de l'eau salubre directement dans les foyers. Dans les zones plus urbaines où les gens ont des canalisations, nous les aidons à récolter et utiliser l'eau de pluie afin de réduire leur facture d'eau durant la saison des pluies ».

Selon Christelle Kwizera, à Kigali c'est un challenge alors que les populations n'ont pas de système de retenue d'eau, ce qui fait provoquer des inondations durant la saison des pluies. « La récupération de l'eau de pluie est la solution. Et elle est gratuite, c'est de l'eau qui provient du ciel. Mais il y a certains mythes et de malentendus au sujet de la salubrité de l'eau de pluie. Nous essayons de résoudre ce problème à travers notre portail Amazi, où les gens peuvent acheter un filtre-décanteur, des filtres à l'entrée des

eaux et un système de filtration qui leur permettront d'être confiants dans leurs foyers, que ce soit pour l'eau provenant des pluies ou autre ou autre ».

Pour Christelle Kwizera et sa compagnie, l'objectif c'est de permettre aux gens d'avoir une facture d'eau réduite jusqu'à zéro, étant donné que le Rwanda est un pays très pluvieux.

Par ailleurs, Water Access Rwanda propose deux produits d'irrigation à l'intention des agriculteurs, à savoir Uhira et Ijabo. Uhira permet de financer les agriculteurs sur douze mois pour obtenir une source d'eau alimentée par une pompe de forage, qui inclut une pompe à eau, une citerne d'eau à énergie ainsi que des appareils d'irrigation.

Quant à Ijabo, il s'agit d'un mini-réseau d'irrigation. « Avec Ijabo, nous avons les moyens d'aider les petits agriculteurs qui vivent sur les collines très éloignées des lacs ou des marais. Nous leur procurons un service d'irrigation qu'ils partagent entre agriculteurs ». L'avantage c'est que 25 agriculteurs peuvent utiliser le même système, et ils ne paient que l'eau qu'ils utilisent.

Par certains aspects, Water Access Rwanda peut être considérée comme une jeune entreprise socialement responsable. « Nous sommes également,



**Christielle Kwizera est lauréate du Global Citizen Prize : Cisco Youth Leadership Award 2020**

Credit photo Global Citizen Prize-DR

en tant que compagnie, engagés dans l'emploi des jeunes, et en particulier à encourager les femmes dans le domaine technique dans lequel nous évoluons ». D'ailleurs, 48% des 61 employés de l'entreprise sont des femmes, avec une moyenne d'âge de 29 ans. « Nous essayons de rester jeunes et inclusifs afin de stimuler l'innovation. Nous souhaitons repousser les limites parce que les solutions offertes dans notre secteur visent essentiellement les riches et puissants. En Afrique, c'est un schéma destiné au top de la pyramide », se plaint-elle.

**Le Global Citizen Prize : le Cisco Youth Leaders... « un formidable catalyseur pour nos objectifs futurs »**

Un engagement qui lui a valu de remporter le "Global Citizen Prize : le Cisco Youth Leaders". Une prestigieuse distinction créée en 2018 pour encourager de jeunes activistes qui se sont consacrés à la réalisation des objectifs mondiaux de l'ONU). « Ce prix

“

**J'ai fondé Water Access Rwanda dans le but de résoudre deux problèmes majeurs que j'ai constatés dans ma communauté : le chômage chez les jeunes et la crise de l'eau. Donc employer les jeunes, c'est notre solution à la crise de l'eau**

est remis aux leaders qui veulent changer le monde, qui se battent contre la pauvreté par de nouveaux moyens. Cela a été un honneur pour avoir été sélectionné cette année, premièrement en tant que nominée, et ensuite en tant que vainqueur, parce que tel-

lement de gens à travers le monde ont soumis leur solution contre les problèmes de la pauvreté mondiale, et tous ont fait un travail remarquable ». Et d'ajouter : « c'est une bénédiction pour nous et un formidable catalyseur pour nos objectifs futurs ».

**Christelle Kwizera CEO of Water Access Rwanda**

# WATER DRIVES JOB CREATION FOR YOUTH

**C**hristelle Kwizera created the company Water Access Rwanda to address both the issues of access to water and youth employment. This initiative earned her the Global Citizen Prize: Cisco Youth Leadership Award 2020.

Christelle Kwizera, a 27-year-old Rwandan born in the north of the country in a rural town, grappled with the water problem at a very early age. Even though she lived and grew up in Kigali, the capital, where she attended primary and secondary school, she remained haunted by the problem. Therefore, it is no coincidence that, as a student at Oklahoma Christian University, she created Water Access Rwanda.

## « Employing young people is our solution to the water crisis »

When asked why, her answer is obvious: “I founded Water Access Rwanda to address two major problems I have seen in my community: youth unemployment and the water crisis. The mission of Water Access Rwanda is precisely: “to solve the water crisis while creating jobs for youth. Therefore, employing youth is our solution to the water crisis.

To this end, Christelle Kwizera emphasizes that all of her com-

pany’s solutions must be simple, affordable and sustainable. “That means we look at the technologies available and find ways to distribute them widely in rural areas, especially for those at the bottom of the pyramid,” she says. As a result, “affordability and sustainability are an important part of what we are doing to address both unemployment and the water crisis at the same time. »

## Innovations... falling from heaven!

Which required some arrangements. The company initially used manual water pumps “that broke all the time, often with expensive repairs.” Now we use water microgrids called Inuma, which deliver clean water directly to homes. In the more urban areas where people have piped systems, we help them to collect and use rainwater to reduce their water bills during the rainy season.

It is a challenge in Kigali, since the population lacks a water retention system, which causes

flooding during the rainy season, said Christelle Kwizera. “Rainwater harvesting is the solution. It is free; it is water that comes from the sky. However, there are some myths and misunderstandings about the safety of rainwater, and we are trying to solve this problem through our web portal Amazi, where people can buy a purifying filter, inlet filters and a filtration system that will allow them to be confident in their homes, whether it is rainwater or other water or whatever.

The objective for Christelle Kwizera and her company is to allow people to have a water bill reduced to zero, since Rwanda is a very rainy country.

In addition, Water Access Rwanda offers two irrigation products for farmers, namely Uhira and Ijabo. Uhira provides farmers with 12-month financing to obtain a water source powered by a borehole pump, which includes a water pump, an energy water tank and irrigation equipment.



**Christielle Kwizera is the winner of the Global Citizen Prize : Cisco Youth Leadership Award 2020**

Photo credit Global Citizen Prize-RR

As for Ijabo, it is a mini-irrigation system. “With Ijabo, we have the means to help small farmers who live on hills far away from lakes or swamps. We provide them with an irrigation service they share among farmers. The advantage is that 25 farmers can use the same system, and they only pay for the water they use.

In some ways, Water Access Rwanda can be considered a socially responsible startup company. “We are also, as a company, committed to youth employment, and in particular to encouraging women in the technical field where we operate.

Moreover, 48% of the company’s 61 employees are women, with an average age of 29 years. “We try to stay young and inclusive in order to stimulate innovation and we want to push the boundaries because the solutions offered in our sector are mainly aimed at the

“

**I founded Water Access Rwanda to address two major problems I have seen in my community: youth unemployment and the water crisis**

rich and powerful. In Africa, it is a scheme for the top of the pyramid,” she laments.

**The Global Citizen Prize: the Cisco Youth Leadership Award... “A wonderful catalyst for our future goals”**

This commitment earned her the “Global Citizen Prize: Cisco Youth Leadership Award”. It is a prestigious award established in 2018 to encourage young activists who have dedicated themselves to achieving the UN’s global goals). “This award is given to leaders who want to change the world, who are fighting poverty in new ways. It was an honor to be selected this year, first as a nominee, and then as the winner, because so many people around the world have submitted their solution to the problems of global poverty, and all have done remarkable work. She added: “this is a blessing for us and a wonderful catalyst for our future goals.

# INITIATIVE POUR FAVORISER L'ACCÈS DES FEMMES AU FINANCEMENT EN AFRIQUE (AFAWA): 1,3 À 2 MILLIARDS DE DOLLARS DE PRÊTS AUX FEMMES ENTREPRENEURES

**L**E programme d'action financière positive pour les femmes en Afrique (AFAWA) de la Banque africaine de développement ([www.AfDB.org](http://www.AfDB.org)) a conclu un partenariat avec le Fonds africain de garantie (AGF) pour débloquer 1,3 à 2 milliards de dollars de prêts aux petites et moyennes entreprises (PME) appartenant à des femmes en Afrique, en travaillant avec les institutions financières pour renforcer leur capacité à prêter aux femmes.

Cette initiative marque le lancement du programme de garantie de la croissance (G4G) de l'AFAWA, qui vise à mettre à disposition jusqu'à 3 milliards de dollars de financement pour les femmes entrepreneurs par le biais de mesures de réduction des risques et d'assistance technique. Des institutions financières du Cameroun, de la République démocratique du Congo, du Kenya, du Rwanda, de la Tanzanie et de l'Ouganda ont déjà adhéré à ce programme.

«En tant que partenaire d'exécution du programme de garantie de croissance de l'AFAWA, nous observons déjà un appétit accru des banques pour ce produit innovant qui vise à soutenir les femmes entrepreneurs. Nous avons récemment signé des accords avec des banques de premier plan sur le continent qui souhaitent augmenter leur portefeuille de PME féminines», a déclaré Jules Ngankam, PDG du groupe African Guarantee Fund.

«L'AGF a toujours été conscient de l'importance de soutenir les PME féminines pour leur permettre de jouer pleinement leur rôle de moteur de la croissance économique. Nous sommes heureux que la dynamique s'accélère et que les banques

soient maintenant prêtes à s'occuper de ce segment d'activité particulier», a ajouté M. Ngankam.

La Garantie pour la croissance, qui bénéficie du soutien des pays du groupe des sept (G7) ainsi que des

**“ Nous observons déjà un appétit accru des banques pour ce produit innovant qui vise à soutenir les femmes entrepreneurs ”**

AFAWA  
FINANCE



AFAWA  
ASSISTANCE  
TECHNIQUE



AFAWA  
ENVIRONNEMENT  
DES AFFAIRES





**L'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique, AFAWA pour Affirmative Finance Action for Women in Africa – est une initiative panafricaine, qui vise à combler le déficit de financement qui affecte les femmes en Afrique, estimé à 42 milliards de dollars**

Credit photo AFAWA-DR

Pays-Bas et de la Suède, repose sur trois piliers : l'amélioration de l'accès au financement, l'assistance technique aux institutions financières et aux femmes chefs d'entreprise, et l'amélioration de l'environnement favorable aux PME féminines.

«La signature du programme de garantie de croissance de l'AFAWA avec le Fonds africain de garantie est une étape cruciale pour que la Banque puisse déployer avec succès des instruments de financement sur le terrain mieux adaptés pour répondre aux besoins de financement et de formation des petites et moyennes entreprises dirigées par des femmes en Afrique pour la croissance de leurs activités», a déclaré Stefan Nalletamby, directeur du développement du secteur financier de la Banque.

«Il est urgent d'améliorer l'environnement favorable avec les bonnes réglementations en place, afin de réduire durablement les risques sur ce segment», a déclaré Esther Dassanou, coordinatrice de l'AFAWA. «La Banque travaillera

avec les régulateurs pour réformer les cadres juridiques et réglementaires affectant l'accès des femmes entrepreneurs au financement», a-t-elle ajouté.

La garantie de croissance devrait également atteindre une moyenne de 18 000 petites et moyennes entreprises féminines et créer 80 000 emplois directs, a déclaré Mme Dassanou.

Les femmes africaines sont confrontées à un déficit de financement de 42 milliards de dollars, que l'AFAWA vise à combler. Ce déficit est lié à un manque d'accès à des garanties sous forme de terres et de biens ainsi qu'à des connaissances, un mentorat et des réseaux pour développer leurs entreprises, qui se trouvent généralement dans le secteur informel.

«Le soutien des donateurs et du secteur privé à l'initiative globale de l'AFAWA aide la Banque à fixer des objectifs ambitieux pour le programme de garantie de croissance de l'AFAWA», a déclaré Vanessa Moungar, directrice

de la Banque pour le genre, les femmes et la société civile. «L'ensemble de l'écosystème de la Banque sera en jeu - en invitant davantage d'institutions financières à participer au programme - ce qui garantira l'engagement, la mise en œuvre et l'appropriation au niveau du marché et des politiques», a-t-elle ajouté.

### Pourquoi AFAWA ?

Parce que les femmes sont un pilier de l'économie africaine. Le continent africain affiche le pourcentage le plus élevé de femmes entrepreneurs au monde. Selon le rapport 2016/17 du Global Entrepreneurship Monitor (GEM) (le lien est externe), le taux d'entrepreneuriat féminin en Afrique subsaharienne atteint 25,9 % de la population féminine adulte, ce qui signifie qu'en Afrique, une femme sur quatre lance ou gère une entreprise... En savoir plus

### Que fait AFAWA ?

AFAWA adopte une approche holistique à travers trois volets.

# AFFIRMATIVE FINANCE ACTION FOR WOMEN IN AFRICA (AFAWA): \$1.3 - \$2 BILLION IN LOANS TO WOMEN ENTREPRENEURS

**T**he African Development Bank’s ([www.AfDB.org](http://www.AfDB.org)) Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) program has agreed a partnership with the African Guarantee Fund (AGF) to unlock \$1.3 to 2 billion in loans to women-owned Small and Medium Sized Enterprises (SMEs) in Africa, by working with financial institutions to enhance their ability to lend to women.

The move signals the launch of AFAWA’s Guarantee for Growth (G4G) program, which aims to make available up to \$3 billion in financing for women entrepreneurs through de-risking and technical assistance measures. Already, financial institutions in Cameroon, Democratic Republic of Congo, Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda are signing on to the program.

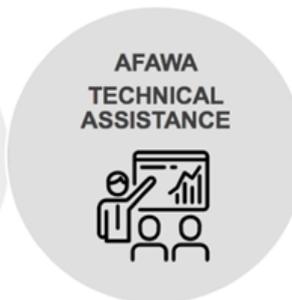
“As the implementing partner of AFAWA’s Guarantee for Growth program, we are already observing an increased appetite from banks for this innovative product that seeks to support women entrepreneurs. We have recently signed agreements with leading banks on the continent who are keen to increase their women SMEs portfolio,” said Jules Ngankam, African Guarantee Fund’s Group CEO.

“AGF has always been cognizant of the importance of supporting women SMEs to enable them fully play their role as drivers of economic growth. We are glad the momentum is increasing and

that banks are now willing to take on this particular business segment,” Ngankam added.

Guarantee for Growth, which receives support from the Group

**“ We are already observing an increased appetite from banks for this innovative product that seeks to support women entrepreneurs ”**





**The Affirmative Finance Action for Women in Africa (AFAWA) is a pan-African initiative, which aims to fill the financing gap affecting women in Africa, estimated at \$42 billion**

Photo credit AFAWA-RR

of Seven (G7) countries as well as the Netherlands and Sweden, has three pillars: boosting access to finance, providing technical assistance to financial institutions and women business owners; and improving the enabling environment for women’s SMEs.

“The signing of the AFAWA Guarantee for Growth program with the African Guarantee Fund is a critical milestone for the Bank to successfully deploy on-the-ground financing instruments better suited to addressing the financing and training needs of women-owned small and medium enterprises in Africa for the growth of their businesses,” said Stefan Nalletamby, the Bank’s Director of Financial Sector Development.

“There is an urgent need to improve the enabling environment with the right regulations in place, to sustainably de-risk the segment,” said Esther Dassa-

nou, AFAWA’s Coordinator. “The Bank will work with regulators to reform the legal and regulatory frameworks affecting women businesses’ access to finance,” she added.

The Guarantee for Growth is also expected to reach an average of 18,000 women small and medium enterprises and create 80,000 direct jobs, Dassanou said.

African women face a \$42 billion financing gap, which AFAWA aims to bridge. This is tied to a lack of access to collateral in the form of land and property as well as to knowledge, mentorship, and networks to grow their businesses, which are typically in the informal sector.

“Donor and private sector-support for the overall AFAWA initiative is helping the Bank set ambitious targets for AFAWA Guarantee for Growth program,” said Vanessa Moungar, the Bank’s

Director for Gender, Women and Civil Society. “The entire Bank ecosystem will be at play – inviting more financial institutions to sign into the program – ensuring engagement, implementation, and ownership at the market and policy levels,” she added.

**Why AFAWA?**

Because women are the backbone of the African economy. The African continent has the highest percentage of women entrepreneurs in the world. According to the Global Entrepreneurship Monitor (GEM) 2016/17 Women’s Report(link is external), the female entrepreneurship rate in sub-Saharan Africa is 25.9% of the female adult population, meaning that one in four women starts or manages a business... Read more

**What does AFAWA do?**

AFAWA adopts a holistic approach through three pillars.

# ANA MAG

AFRICA NEWS AGENCY

Avril / April 2021

## DOSSIER SPÉCIAL SANTÉ : DES DÉFIS ... DES SOLUTIONS AFRICAINES

## SPÉCIAL REPORT HEALTH : CHALLENGES... AND AFRICAIN SOLUTIONS



**ANA  
MAG**  
AFRICA NEWS AGENCY

**FEMMES ET NUMÉRIQUE  
ELLES  
TRANSFORMENT  
LE CONTINENT !**

**WOMEN IN DIGITAL  
THEY'RE TRANSFORMING  
THE CONTINENT!**

Édition digitale / Mars 2021 - Digital edition / March 2021



**ANA  
MAG**  
AFRICA NEWS AGENCY

**TUNISIE  
10 ANS APRÈS  
LA RÉVOLUTION  
UNE NOUVELLE  
NATION ÉMERGE**

**TUNISIA  
10 YEARS AFTER THE REVOLUTION  
A NEW NATION EMERGES**

Édition digitale / janvier 2021 - Digital edition / January 2021